

*l'Anti*capitaliste

N°49 | DECEMBRE 2013 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**

AVIS DE TEMPÊTE SUR LE GOUVERNEMENT



DOSSIER
Science : un terrain
à ne pas délaissier



ELECTIONS ARGENTINES
Gouvernement affaibli et percée
de l'extrême gauche



AUTOMOBILE
Plus dure est la chute

EDITORIAL	
Yann Cézard Tous Bretons!	P3
PREMIER PLAN	
Gérard Mas A Quimper, une mobilisation hors du commun	P4
Daniel Tanuro Socialement injuste et écologiquement inutile L'écotaxe, une politique du «capitalisme vert»	P6
ACTU	
Daniela Cobet et Marcelo N Les élections en Argentine Gouvernement affaibli et percée de l'extrême gauche	P8
François Brun Politiques migratoires: chronique d'un utilitarisme bien ancré	P11
Jean Claude Vessillier Automobile : plus dure est la chute	P14
Regis Louail Face à l'application de l'ANI Régressions et résistances chez Renault	P17
Jacques Chastaing Face à l'application de l'ANI Signification et portée des débrayages chez Peugeot	P18
DOSSIER	
H.Sandor Science: un terrain à ne pas délaïsser	P20
Hubert Krivine Du bon usage du doute en sciences et peut-être un peu ailleurs	P21
Hubert Krivine A propos du relativisme La science n'est pas un «discours» comme un autre	P24
Dominique Cellier OGM : la preuve du doute?	P27
LECTURES	
Louis Rouquet Une histoire de l'UTCL	P31
Ugo Palheta Vers un retour de la question révolutionnaire?	P32
Sol Brune Le «danger musulman», une construction politique	P34
FOCUS	
Antoine Larrache Enseignants, syndicats et appareil d'Etat : conquérir l'autonomie	P36

S'ABONNER

PAR CHEQUE
à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:
http://www.diffusion.presse@npa2009.org

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe, Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado, Henri Wilno

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0514 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

© Illustration de Une: le 2 novembre 2013 à Quimper. Phototèque rouge/JMB.

Tous Bretons!

PAR YANN CÉZARD

Pour les travailleurs bretons, c'est la double voire triple peine. Licenciés, ils voient la droite et l'extrême droite tenter de les récupérer, leurs patrons de les manipuler... et une partie de la gauche, l'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle en tête, les insulter: «nigauds», «esclaves manifestant pour les droits de leurs maîtres». L'article de notre camarade de Quimper (page 4) leur rend justice. Car au-delà des manipulations et des intimidations, il y a leur lutte pour défendre leur emploi. Il faut repartir de là.

En octobre, les salariés de Marine Harvest s'adressent au maire de Carhaix dans l'idée de réactiver ce qui a fait le succès de la dernière grande lutte en date de la région: la mobilisation massive de la population, la levée en masse de toute une région, pour défendre l'hôpital. Une salle comble de 600 personnes rassemble salariés, syndicalistes, élus et citoyens de cette petite ville de 8000 habitants. A l'issue est décidée une manifestation régionale à Quimper. Celle

qui deviendra - au bout de quelques manipulations - la «manif des bonnets rouges». Confuse? Certainement. Mais elle rassemble des salariés de multiples entreprises, Marine Harvest, Doux, Gad, Tilly-Sabco, la CGT des Marins... Et avec eux, des dizaines de milliers de travailleurs, précaires, chômeurs. Au lendemain de cette démonstration de force, les salariés de Marine Harvest démarrent une grève illimitée avec blocus de l'entreprise. Ceux de Tilly-Sabco enfoncent les portes de la sous-préfecture et l'occupent pendant 12 heures. Un blocus de l'aéroport de Brest s'organise. Le mouvement prend racine et peut s'unifier. C'est là bien sûr que les ennuis commencent. Les patrons licenciés cherchent à esquiver leur propre responsabilité, jusqu'à tenter d'utiliser la colère de leurs salariés en la retournant contre eux-mêmes, pour exiger tout à la fois de nouvelles subventions, le droit de polluer impunément et des conditions sociales au rabais.

«SAUVER LA BRETAGNE»

Car les patrons sont déjà prêts. *Le Monde* (du 17 novembre 2013) raconte ainsi comment une trentaine d'entre eux, réunis le 18 juin en «Comité de convergence des intérêts bretons» pour faire campagne contre l'écotaxe, ont lancé un «Appel de Pontivy». Ils y dénoncent «l'hypercentralisme

français et le labyrinthe des réglementations», revendiquent «le droit à l'expérimentation (...) qui doit nous permettre de respecter nos valeurs afin de ne pas avoir à affronter en permanence les excès des systèmes bureaucratiques.» Autrement dit, la transformation de la Bretagne en zone franche, l'organisation du dumping fiscal et social par région, le droit pour le salarié breton de continuer de vivre et travailler au pays grâce à la fin du code du travail! Un beau programme, qui soulève bien sûr l'enthousiasme... de tout le patronat français, car à Paris et Marseille aussi le Smic ne fait pas partie des valeurs patronales.

Les Trente de Pontivy appellent finalement «les acteurs économiques de la Bretagne à sonner le tocsin», car «l'heure des méthodes douces est révolue (...) il va falloir livrer bataille.» Le patronat, c'est bien la classe sociale consciente de ses intérêts, qui se mobilise, mène sa politique et sait faire son front unique.

LA CLASSE OUVRIÈRE A BESOIN DE PERSPECTIVES, PAS DE LEÇONS DE MORALE

Certaines organisations se considèrent comme ses «représentants naturels»: les confédérations

syndicales (et semble-t-il le co-président du Parti de gauche, qui veut les suivre en tout). Mais que font-elles? Mènent-elles une politique aussi déterminée que le patronat? Sonnent-elles le tocsin? Annoncent-elles la fin des «méthodes douces»? Exigent-elles l'interdiction des licenciements, la réquisition des entreprises qui licencient, la confiscation des fortunes patronales accumulées pendant des années sur le dos des salariés? Quand ont-elles organisé la convergence de toutes les boîtes en lutte? Même des entreprises emblématiques, Continental, PSA Aulnay, Molex, Florange, elles les ont laissées à leur isolement, préférant organiser des tables rondes pour mendier des «plans de réindustrialisation locale». Aujourd'hui, aux mille entreprises qui en 2013 subissent un plan de suppressions d'emplois, elles ne proposent rien. C'est dans ce vide (cet abandon) que s'engouffrent le patronat, la droite et l'extrême-droite. Si désarroi des salariés il y a, il est de la responsabilité de ceux qui devraient tout faire pour unifier les luttes des travailleurs dans tout le pays. La leçon bretonne, c'est l'urgence du front unique de toutes les boîtes, de tous les licenciés. Alors tous comme les Bretons, mais les travailleurs, les petits paysans, les chômeurs bretons! □



Jean-Paul Hellequin, de la CGT des marins, prend la parole le 2 novembre à Quimper. A sa gauche, Nadine Hourmant, déléguée FO de Doux. Phototèque rouge/JMB.



Le 16 novembre à Paris, contre les expulsions des jeunes sans-papiers scolarisés et de leurs familles. © Jean-Claude Saget

A Quimper, une mobilisation hors du commun

PAR GÉRARD MAS

Les manifestations du 2 novembre à Quimper et à Carhaix ont suscité (pour le moins) des débats au sein de la gauche politique et syndicale... Les questions posées sont d'importance, et le NPA persiste et signe : il fallait participer et intervenir dans l'immense mobilisation ouvrière, paysanne et populaire de Quimper.

Bien sûr, il y avait des patrons, des gros productivistes de la FDSEA. Bien sûr, il y avait du FN (non identifié) ou encore des identitaires qui pendant trois à quatre minutes ont suspendu deux banderoles du haut du mont Frugy et sur le bord de l'Odet – pas dans la manifestation elle-même. Mais que représentaient-ils numériquement dans cette marée humaine ? Quelques

dizaines tout au plus, noyés parmi les ouvrières et les ouvriers, les précaires, les milliers de jeunes, de retraités, les travailleurs du privé et du public, les artisans, les paysans – probablement la plus grosse manifestation que Quimper ait connu selon les témoignages des plus anciens.

Cela méritait-il de la part des directions syndicales régionales (CGT, Solidaires, FSU) d'appeler en tout hâte à une autre manifestation à 70 km de là ?

De nombreux exemples historiques montrent que ce n'est pas la première fois qu'en Bretagne, des manifestations qui réclament de « travailler au pays » regroupent le mouvement ouvrier organisé mais aussi la FDSEA, voire l'Eglise (qui appelait en chaire à y participer dès la fin des années 1960). Plus près de nous, dans les années 1990, il y a eu avec la CGT et la CFDT des manifestations « Brest Debout » auxquelles participait le député RPR du coin. A l'époque, le mouvement ouvrier organisé n'avait pas pris prétexte de la présence de la droite et de l'Eglise pour s'exiler ailleurs. Il leur disputait la rue et les mots d'ordre.

Et c'est bien là que le bât blesse aujourd'hui. Alors qu'initialement, l'appel au 2 novembre à Quimper était un appel pour l'emploi, pour « vivre, décider, travailler en Bretagne » (mot d'ordre de gauche porté par le PSU dans les années 1970-80, qui a marqué de nombreuses luttes ouvrières et paysannes, comme antinucléaires), c'est la première fois que certaines organisations syndicales laissent dans ce contexte le champ libre à la droite et l'extrême droite, à leurs discours et pratiques réactionnaires. Pourtant, il y avait la possibilité d'affirmer dans cette mobilisation hors du commun des mots d'ordre de classe, des mots d'ordre ouvriers contre le capitalisme et le productivisme. Mais cela impliquait aussi, de fait, une mobilisation anti-gouvernementale contre l'austérité et la politique de la majorité présidentielle actuelle.

SE POSER LES BONNES QUESTIONS

Est-ce ce caractère anti-gouvernemental qui a troublé les syndicats et partis politiques auteurs de l'appel à une autre manifestation ? L'appel au 2 novembre est parti

de l'assemblée de Carhaix et des travailleurs menacés de licenciements de Marine Harvest, rassemblés le 18 octobre à l'espace Glenmor à Carhaix. Il avait alors été relayé par toutes les forces politiques de gauche (FdG, NPA, Alternatifs, UDB, Breizhistance ; il suffit pour le constater de lire leurs tracts ou leurs blogs) mais aussi par Attac, les zadistes et bien d'autres – et ce, au moins jusqu'au 31 octobre. Du coup, une série de questions se pose.

Pourquoi la direction régionale CGT a-t-elle attendu le 30 octobre pour lancer son appel à manifester à Carhaix (à 70 km de Quimper) et n'a-t-elle pas réagi à l'issue de l'appel du 18 octobre ou, avant, des manifestations des travailleurs de Gad, Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest (les principales entreprises de l'agroalimentaire frappées par les licenciements) le 14 octobre à Brest et à Morlaix ? Pourquoi l'appel régional CGT-FSU-Solidaires ne s'est-il pas saisi de la dynamique enclenchée le 14 et de l'appel du 18 pour mettre en échec les tentatives de récupération réactionnaire du Medef et de la FDSEA, et ne pas leur laisser reprendre la main avec l'affaire des portiques et de l'écotaxe à partir du samedi 26 octobre à Pont-de-Buis ?

Comment se fait-il que malgré l'appel CGT-FSU-Solidaires à se rendre à Carhaix, c'est à Quimper que se soient retrouvés des milliers de salariés de l'agro-alimentaire et de bien d'autres entreprises du privé et du public ?

Pourquoi cet appel, qui condamnait implicitement pour collaboration de classe les participants à la manifestation de Quimper, n'a-t-il eu aucun effet sur des centaines de militants de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires, du FdG, du NPA, des Alternatifs, d'Attac et bien d'autres ?

LES FAITS SONT TÊTUS

Le rapport a été de 10 à 1 en faveur de la manifestation de Quimper. C'est par milliers que les salariés, les précaires, les jeunes se sont rassemblés contre les licenciements et contre la politique d'austérité du gouvernement. Ils étaient nombreux à avoir voté Hollande et à le dire. Mais aussi à crier qu'ils n'en pouvaient plus de ses reniements.

Des textes syndicaux et politiques tentent de travestir la réalité, en passant sous silence quelques faits qu'il est donc nécessaire de rappeler. Notamment : que la fédération Finistère du PS a publiquement souhaité (le 28 octobre) l'annulation de la manifestation de Quimper ; que le député PS de la 6^{ème} circonscription était à Carhaix ; qu'EELV, l'autre composante de la majorité gouvernementale, était également à

Carhaix (avec son secrétaire national, Pascal Durand) ; que Bernard Poignant, maire de Quimper et conseiller spécial de Hollande, a publiquement exprimé son choix en faveur de la manifestation de Carhaix ; que des adjoints de la majorité municipale (PS/PC/UDB/EELV) de Quimper étaient à Carhaix...

Certains commentateurs, qui minimisent la présence à Carhaix des partis du gouvernement, tentent de repeindre en « brun » la manifestation de Quimper. Ils nous parlent de présence massive du Front national et des identitaires. Ils y ont également vu de nombreux représentants du Medef ainsi que les cadres régionaux de l'UMP. Cette vision déformée de la manifestation des Bonnets rouges se retrouve dans la plupart des médias nationaux. En réalité, ces courants de droite et d'extrême droite étaient effectivement présents à Quimper mais n'ont eu ni cette importance, ni ce rôle.

URGENCE À PROPOSER UNE ALTERNATIVE

Le mouvement de grève dans l'agroalimentaire et la massivité de la manifestation du 2 novembre à Quimper (ceux de Carhaix auraient dû être parmi nous pour renforcer l'indépendance de classe) sont l'expression d'une révolte authentique, d'une lame de fond parmi les plus démunies, à travers un mouvement et des actions qui ne veulent plus se contenter de petites manif traditionnelles où l'on fait à quelques centaines le tour du pâté de maisons.

Naturellement, ce mouvement très populaire n'est pas chimiquement pur. Il est confus, fragile, hétéroclite, mais déterminé. Il fallait y être pour l'influencer dans le sens de l'indépendance de classe, pour le nourrir de revendications comme l'ouverture des livres de comptes, l'interdiction des licenciements, la suspension des plans sociaux voire la réquisition des sites qui licencient, mais aussi, en lien avec les paysans, la défense d'un autre modèle agricole et agroalimentaire. Il fallait y être pour apprendre aussi de lui, de ce souhait profond de « vivre, décider et travailler en Bretagne ». Manifester à Quimper signifiait disputer le terrain à la droite et à l'extrême-droite, combattre sa tentative de récupération encouragée par la reculade du gouvernement sur l'écotaxe et nourrie par le manque de riposte syndicale convergente à la déferlante des licenciements.

Raison de plus pour continuer à participer au collectif pour l'emploi de Carhaix, porteur de revendications justes faisant écho à celles qui, de la même manière, ont été à l'origine de la victoire contre la fermeture de la maternité et de la chirurgie de

l'hôpital de Carhaix en 2008. Le collectif de l'époque était dans sa composition identique à celui qui a été à l'origine de l'appel du 18 octobre 2013 ; même si, déjà, certaines « forces de gauche » étaient particulièrement réticentes, et c'est un euphémisme, à soutenir le mouvement.

PAS D'UNION SACRÉE

A Quimper, la gauche radicale, des militants du FdG, les associations antilibérales, la gauche bretonne et de très nombreux syndicalistes ont manifesté contre l'union sacrée, contre les licenciements et les productivistes mais aussi, et cela est central, contre la politique du gouvernement Hollande-Ayrault qui, par ses mesures ou non-mesures, ne fait qu'accroître la détresse des salariés et des couches populaires.

Ce 2 novembre, il fallait combiner la lutte contre les licenciements et les plans sociaux, contre le Medef et la FDSEA productiviste, et celle contre le gouvernement qui ne fait qu'alimenter l'esprit revanchard de la droite et de l'extrême droite, en désespérant celles et ceux qui espéraient dans le « changement » de Hollande.

A Carhaix, malheureusement, le compte n'y était pas, non seulement numériquement mais surtout politiquement. On s'y est retrouvé dans l'entre-soi et, surtout, dans la confusion de l'unité avec le PS et EELV. Certains estiment que « l'indépendance de classe » aurait été sauvée même dans cette configuration, en ajoutant que « le mouvement ouvrier » doit reprendre l'initiative... Mais les Marine Harvest, les Gad, les Doux, les Tilly Sabco, massivement présents à Quimper, ne sont-ils pas le mouvement ouvrier ?

Aujourd'hui, au-delà du débat Quimper ou Carhaix, la question est de savoir quelle perspective peut être donnée à tous ces travailleurs et travailleuses, à ces licenciés-e-s, à ces jeunes qui n'en peuvent plus et qui cherchent, même de manière confuse, une issue à leur détresse. Quelle perspective de révolte, de lutte peut émerger de ces mouvements ? Et comment les faire converger ? Il faut retrouver le sens de l'unité syndicale, de l'unité ouvrière et de la convergence avec les paysans qui ont tout à gagner à un autre modèle agricole, contre le massacre social, environnemental, humain et la politique désastreuse du gouvernement. Il faudra aider à construire socialement et politiquement une opposition unitaire de gauche à ce gouvernement social-libéral discrédité pour répondre au plus grand nombre, pour que les cris de colère ne se transforment pas en vote de la haine. □

« Interdiction des licenciements ! » Dans la manifestation du 2 novembre à Quimper. Phototèque rouge/JMB.



SOCIALEMENT INJUSTE ET ÉCOLOGIQUEMENT INUTILE

L'écotaxe, une politique du « capitalisme vert »

PAR DANIEL TANURO

La reculade du gouvernement français face à la fronde des bonnets rouges bretons met une fois de plus en évidence l'impasse des politiques qui prétendent combattre la dégradation de l'environnement – notamment les émissions de gaz à effet de serre – par le seul truchement d'une politique de prix.

La tentative de Nicolas Sarkozy d'imposer une taxe carbone était déjà pleine d'enseignements. Ce fut un échec majeur de son quinquennat. Pour rappel, dans le sillage du « Grenelle de l'environnement », en 2007, l'ex-président français envisageait une taxe de 30 euros la tonne de CO₂. Un montant considérable quand on sait que la combustion de mille litres de fioul produit 3,7 tonnes de ce gaz... Devant les protestations, Sarkozy ramena la barre à 17 euros. Déposé en 2010, son projet de loi stipulait que la taxe serait compensée par une baisse d'impôt (d'une centaine d'euros par an pour un ménage avec un enfant). Sous couvert de défense du climat, il s'agissait donc de déplacer l'assiette fiscale vers un impôt indirect, non progressif, ce qui est bien dans la ligne néolibérale. Mais le texte fut retoqué par le conseil constitutionnel, pour non respect du principe d'égalité devant l'impôt: les exemptions en faveur des patrons pollueurs (transporteurs routiers, centrales thermiques, cimenteries, raffineries, cokeries...) étaient si nombreuses que les consommateurs auraient été quasiment seuls à payer la facture.

UNE SÉQUELLE DU GRENELLE

L'écotaxe qui entraîne aujourd'hui Hollande au plus bas dans les sondages est en fait une autre séquelle du Grenelle: présentée par le ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo, la mesure fut adoptée par l'Assemblée début 2009, sous l'hyperprésidence sarkozienne. Son taux: entre 3,7 % et 4,4%, quelle que soit la valeur de la marchandise transportée. Sa cible: les quelque 600 000 véhicules français et 200 000 véhicules étrangers de plus de 3,5 tonnes circulant chaque année sur des routes non payantes. Le dispositif: chaque camion est

muni d'un boîtier permettant de retracer son parcours sur les 15 000 km de tronçons routiers soumis à la taxe. Ces tronçons sont équipés de portiques de détection. La taxe est modulée en fonction de l'efficacité énergétique des camions. En tant que région péninsulaire, la Bretagne bénéficie d'un abattement.

À l'instar de la taxe carbone, l'écotaxe sur le transport routier est à la fois inefficace du point de vue environnemental et injuste du point de vue social. Du point de vue environnemental: les autoroutes, ainsi que les routes nationales entre la France et l'Italie (sans compter le transport aérien!) étant exemptées, la taxe, alors qu'elle est censée stimuler la localisation de la consommation, favorise au contraire le transport à grande distance... et les exploitants d'autoroutes. Du point de vue social: à la question « qui va payer au final? », la réponse est évidemment « les plus faibles ». La taxe ne peut en effet qu'accélérer la disparition des petites exploitations agricoles et de transport ainsi que des petits commerces, au profit de l'agro-business, des géants de la logistique et de la grande distribution... sur le dos des travailleurs et travailleuses qui forment la majorité des consommateurs.

L'IMPÔT PRIVATISÉ

En même temps, l'écotaxe présente, par rapport à la taxe carbone de Sarkozy, une caractéristique tout à fait particulière: elle implique une privatisation de la perception de l'impôt. C'est en effet une société privée, Ecomouv, qui a été missionnée pour mettre en place les infrastructures et les gérer, dans le cadre d'un partenariat privé-public (PPP).

Négociées par Borloo et approuvées par trois ministres du gouvernement Fillon, les conditions de ce PPP sont stupéfiantes: sur 1,2 milliard de rentrées annuelles de la taxe, 280 millions iront à Ecomouv (un coût de perception supérieur à 20 %, contre 1 % pour l'impôt perçu par l'administration); l'Etat s'engage à verser à celle-ci 20 millions d'euros par mois, dès janvier 2014; le PPP porte sur une période exceptionnellement longue de treize ans (soit la promesse d'une recette totale de 3,2 milliards!); en cas de non mise en œuvre de l'écotaxe, le dédit à verser à l'entreprise se monte à la bagatelle de 800 millions...

En concurrence avec Ecomouv, la société SANEF (exploitant d'autoroutes) introduisit une action en référé pour contester l'appel d'offres. Le tribunal lui donna raison... Mais Thierry Mariani, ministre des transports de Sarkozy, fit appel immédiatement auprès du Conseil d'Etat, qui cassa le jugement. Les soupçons de corruption sont d'autant plus forts que, Mediapart l'a révélé, le montage financier d'Ecomouv se résume en une formule: « une pincée de capital et une montagne de dettes ». Le consortium monté par le groupe italien Autostrade, auquel se sont joints des groupes français (dont la SNCF!), a constitué un capital de 30 millions d'euros à peine. Peu de chose pour un projet évalué à 800 millions... Le financement? Assuré par un consortium de grandes banques qui, avec un taux de 7 % environ, ont senti la possibilité de prélever sans danger une véritable rente sur la mobilité...

LEÇONS

Il est évident que la défense de l'environnement n'est ici qu'un prétexte pour accentuer les politiques néolibérales, dans tous les domaines. Théoriquement, le produit de la taxe (du moins, la partie non cannabalisée par Ecomouv!) aurait dû servir à financer des projets de ferroutage et de transport multimodal. Mais rien n'a été entrepris dans ce sens depuis le vote de l'écotaxe en juin 2009. Au contraire, le transport de fret par la SNCF régresse. Tout est fait en vérité pour que les recettes de l'écotaxe servent à favoriser encore plus le transport routier à longue distance, le transport aérien, l'agro-business, la grande distribution, le capital financier... et à compenser pour l'Etat la perte des péages autoroutiers privatisés.

Plus fondamentalement, il convient de le répéter: c'est une illusion de croire que la fiscalité puisse être le levier central d'une transition énergétique/écologique. En particulier dans le secteur des transports, où il faudrait taxer la tonne de CO₂ à hauteur de 600 ou 800 dollars (selon les sources) pour que le marché opte pour des énergies vertes. Une stratégie digne de ce nom doit mettre en cause radicalement la concentration, la centralisation et l'accumulation du capital mondialisé, donc le type de développement des territoires qui en découle, le type d'agriculture, la masse de marchandises produites, leur qualité, leur utilité



Sur un portique écotaxe en Bretagne... DR.

réelle et le volume des transports. Il n'y a pas d'autre voie pour réduire les émissions de 80 à 95 % d'ici 2050.

C'est à une quasi unanimité que l'Assemblée nationale avait adopté le projet d'écotaxe présenté par Borloo, en juin 2009. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement PS-EELV ait décidé de le mettre en œuvre sans sourciller. Du reste, avec son PPP et ses cadeaux au privé, cette écotaxe écologiquement inefficace est parfaitement cohérente avec la politique antisociale de Hollande, qui est, elle, par contre, très efficace... Une politique qui exclut toute réforme fiscale progressiste et augmente la TVA ne peut qu'alimenter le « ras-le-bol fiscal ». Si elle se drape de vert, elle fait courir en plus le danger d'un « ras-le-bol environnemental ». Ce danger est bien présent dans des régions comme la Bretagne, où la crise capitaliste frappe durement le monde du travail, tandis que l'élevage industriel (porcs et volailles) dont dépend l'emploi de milliers de salarié-e-s cause d'énormes dégâts à l'environnement.

DANGER

L'exemple de l'écotaxe délivre encore un autre message: outre qu'ils sont écologiquement inefficaces et socialement in-

justes, de tels bricolages pourraient aussi s'avérer politiquement dangereux. Le Medef breton et la FNSEA – le syndicat agricole tenu par l'agro-business – ont joué un rôle majeur dans les mobilisations, entraînant à leur suite des salariés des abattoirs... dont l'emploi est massacré par les mêmes... En 2012, le lobby porcin aurait exporté 750 000 bêtes vivantes, pour les abattre moins cher ailleurs. C'est dire qu'une mesure comme l'écotaxe favorise la formation d'alliances interclassistes pilotées par des secteurs patronaux qui se défont de leurs responsabilités sociales et environnementales sur l'Etat, le fisc ou l'Europe.

Étant donné le ras-le-bol général face à l'austérité, des actions telles que celles qui ont été menées sur les routes bretonnes rencontrent une large sympathie dans la population. Mais cette sympathie est à double tranchant. D'un côté, elle exprime un désir de mobilisations radicales pour faire reculer l'austérité. D'un autre côté, elle détourne l'attention des mécanismes capitalistes qui sont à la base de la double crise sociale et écologique. Les patrons de l'agro-business peuvent se frotter les mains: l'écotaxe est accusée de tous les maux sociaux mais ils ne la paieront pas et rien ne les empêche de continuer à licencier. À travers toute cette

confusion, les consciences sont « tirées » sur un terrain miné, où le Front national est en embuscade.

Le danger ne doit pas être sous-estimé, en particulier dans un contexte où la droite traditionnelle et la social-démocratie sont en chute libre, tandis que le mouvement syndical semble tétanisé par la peur de nuire à un « gouvernement de gauche ». Il pourrait être combattu en dénonçant la responsabilité de Sarkozy et, surtout, la scandaleuse privatisation de la perception de l'impôt au bénéfice de groupes capitalistes. Mais le PS ne peut évidemment s'engager dans cette voie, car cela mettrait en question toute sa politique libérale. C'est pourquoi il ne lui restait qu'une seule porte de sortie: la pitoyable pantalonnade d'Ayrault annonçant la « suspension » de la mesure... dont les Verts continuent à exiger la mise en œuvre. Face à la droite de droite, la gauche de gauche porte une grande responsabilité. Des mobilisations unitaires sur des réponses écosocialistes concrètes peuvent seules permettre de relever le défi. □

Cet article, ici légèrement édité, a été publié initialement le 1^{er} novembre 2013 sur le site de la LCR de Belgique : <http://www.lcr-lagauche.org/ecotaxe-lecons-de-france/>

LES ÉLECTIONS EN ARGENTINE

Gouvernement affaibli et percée de l'extrême gauche

PAR DANIELA COBET ET MARCELO N.

Le gouvernement Kirchner ressort affaibli des dernières élections argentines, principalement au profit de secteurs de droite qui tentent de s'organiser mais restent très fragmentés. De notre point de vue, la grande nouvelle est cependant la remarquable et inédite percée de l'extrême gauche, regroupée dans le FIT (Front de la gauche et des travailleurs).

Les élections de mi-mandat¹ du 27 octobre 2013 ont signifié un sérieux revers pour les kirchnéristes, au pouvoir en Argentine depuis 2003. Le Front pour la victoire (FpV) – formation issue du péronisme et considérée de centre-gauche, créée pour appuyer la candidature de Nestor Kirchner aux élections de 2003 – n'a recueilli au niveau national que 33,9 %. Cristina Kirchner, à la tête du pays depuis 2007 et réélue en 2011, a perdu dans les principales circonscriptions électorales. Dans la province de Buenos Aires, centrale de par son poids démographique et politique, le FpV a été dépassé par le Front rénovateur (FR) de Sergio Massa (également issu du péronisme et plus marqué à droite), arrivé douze points devant avec 43 % des voix. Toutefois, le gouvernement a réussi à récupérer un peu du terrain perdu par rapport à ses résultats désastreux lors des élections primaires obligatoires (PASO) d'août dernier. Le kirchnérisme n'a pas vu diminuer le nombre de ses députés et sénateurs, et reste dans les deux chambres la première des minorités. Au

coup par coup, avec des alliés, le FpV peut compter sur une courte majorité au Congrès et au Sénat.

Si l'on compare le score du FpV à celui enregistré en 2011, où Cristina Kirchner avait récolté 54 % des voix, la baisse est abrupte. Mais sa situation est, sur le papier, moins complexe qu'à la suite de sa défaite dans les législatives de 2009, après le long bras-de-fer qui avait opposé le gouvernement aux grands propriétaires terriens et aux multinationales de l'agro-industrie. A l'époque, le kirchnérisme n'avait pas de majorité pour gouverner. Aujourd'hui, la possibilité de compter sur des majorités ad hoc au Congrès peut être une façon de gagner du temps et de maintenir la « gouvernabilité », au moins jusqu'aux élections présidentielles de 2015.

Néanmoins, la crise du kirchnérisme est très profonde, plus encore qu'en 2009 dans la mesure où le FpV ne dispose d'aucun dauphin pour remplacer Cristina Kirchner³. A cela, il faut ajouter les divisions internes de la coalition qui pourraient s'aggraver à la suite des

faibles scores enregistrés dans ces élections.

La victoire de Massa dans la province de Buenos Aires conforte les secteurs politiques, issus du péronisme et du kirchnérisme, qui cherchent à jouer leur propre carte politique en marge du FpV. L'idée, défendue par Massa, est de se centrer davantage sur un discours sécuritaire, de se rapprocher des secteurs les plus concentrés du patronat et de s'affirmer prêt à envisager des mesures d'austérité. Massa souffre cependant d'un manque de soutien en dehors de la province de Buenos Aires, une région stratégique pour se lancer dans une aventure électorale nationale mais insuffisante si on ne compte pas sur de solides soutiens également en province. Or, nombreux sont les leaders politiques régionaux qui se verraient bien prendre la succession de Kirchner sur la base d'un projet conservateur.

PERSPECTIVES COMPLIQUÉES EN VUE D'UNE TRANSITION

Toutefois, tant le FpV que le grand patronat et l'opposition bourgeoise sont d'accord sur un point : orchestrer la transition politique la plus ordonnée possible en vue de 2015. Tout le monde garde à l'esprit les « fins de règne », assez désastreuses pour la stabilité du pays, de Raul Alfonsín en 1989, au beau milieu d'une crise d'hyperinflation, de Carlos Menem en 1999 et, bien entendu, d'Antonio De La Rúa, forcé de démissionner lors de la crise sociale, politique et économique de décembre 2001.

Le principal obstacle à ce projet de transition post-Kirchner est les frictions de plus en plus importantes qui lézardent le camp présidentiel. Le kirchnérisme, affaibli, aura à choisir un candidat à sa propre succession parmi les gouverneurs qui soutiennent le FpV, ou alors à essayer d'influencer et conditionner le résultat de l'élection interne du Parti justicialiste (péroniste).

Mais avant même de pouvoir penser à cette perspective, le camp présidentiel est aux prises avec un nouvel affrontement interne. Les proches de la présidente tentent de faire porter le chapeau de l'échec électoral à Daniel Scioli, gou-

verneur de la province de Buenos Aires et au candidat qu'il soutenait, Martin Insaurralde, en les accusant d'avoir conduit « une campagne vide ». Une campagne qui a surtout montré à quel point le kirchnérisme avait fait le choix de sacrifier son discours « progressiste » pour reprendre à son compte les thèmes électoraux chers à la droite, à commencer par la question de la sécurité. Signe des temps également, Kirchner, l'ancienne championne de la rhétorique « antilibérale », n'hésite plus à évoquer la nécessité d'un nouveau cycle d'endettement du pays auprès des organismes financiers internationaux.

Dans les prochains mois, on pourrait également assister à la recrudescence des frictions et disputes entre les « pouvoirs territoriaux », à savoir les gouverneurs de provinces et les maires, deux des piliers du péronisme au pouvoir depuis 2003. Ce que l'on appelle « la ligue des gouverneurs », alliée du FpV, essaie ainsi de mettre des bâtons dans les roues de Massa, pour circonscrire sa poussée. De son côté, le grand vainqueur des élections pour la province de Buenos Aires, à la tête de la ville de Tigre, se propose de créer une « ligue des maires » d'envergure nationale de façon à élargir son influence au-delà de sa province d'origine. Autre soutien historique du péronisme, mais qui est plongé dans une crise profonde : la bureaucratie syndicale. Tant la CGT que la CTA, les deux centrales syndicales péronistes, se trouvent divisées et partagées dans le soutien qu'elles apportent à tel ou tel secteur bourgeois. Très discréditées auprès de leurs bases, leur rôle politique est aujourd'hui quasi nul.

Ainsi, une crise de la coalition gouvernementale pourrait rebattre les cartes de la politique nationale. Le panorama s'avère encore plus incertain si l'on tient compte des contradictions du « modèle » économique sur lequel s'est appuyé le gouvernement tout au long de ces années. Ces derniers mois, le kirchnérisme a été incapable de freiner la diminution des réserves monétaires du pays et de contenir l'inflation. Quant aux accords passés avec la Banque mondiale et le Centre international pour le règlement des diffé-

rends relatifs aux investissements (CIRDI), auprès duquel l'Argentine s'est engagée à « rembourser » près d'un demi-milliard de dollars à cinq multinationales étasuniennes, ce sont les travailleurs et les classes populaires qui, tôt ou tard, se verront présenter l'addition.

L'AVANCÉE DE L'EXTRÊME GAUCHE ET LE FIT

Face à ce que l'on peut définir comme une fin de cycle kirchnériste, la perspective pour le monde du travail est d'être en capacité de défendre une politique propre, indépendante des différents partis bourgeois, mais également de se préparer face à toute tentative de lui faire payer la crise.

De ce point de vue, on ne peut que se réjouir du résultat historique obtenu par le FIT. Composé du Parti ouvrier (PO), du Parti des travailleurs socialistes (PTS) et de la Gauche socialiste (IS), ainsi que d'autres groupes plus petits, il a obtenu près de 1,2 millions de voix (5,1%), trois sièges au Congrès, une représentation parlementaire au niveau régional dans sept des vingt-cinq provinces du pays et dans plusieurs conseils municipaux. Les députés nationaux sont Nestor Pitrola (province de Buenos Aires) et Pablo Lopez (Salta), tous deux membres du PO, ainsi que Nicolas del Caño, du PTS, à Mendoza. A Cordoba, une fraude électorale a empêché l'élection de la tête de liste, membre d'IS. Au niveau des parlements provinciaux, il faut souligner l'élection de Marcelo Ramal, du PO, dans la capitale et de Christian Castillo, du PTS, dans la province de Buenos Aires.

Le FIT a obtenu dans certaines régions des résultats remarquables, comme à Salta (19%), Mendoza (14%), Santa Cruz (11%) et Neuquen (10%). A Mendoza, en à peine deux mois, le nombre de voix a pratiquement doublé par rapport aux primaires. Dans la province de Buenos Aires, où le scrutin avait une importance particulière, le FIT a obtenu plus de 500 000 voix (5 %) malgré la polarisation entre le FpV et Sergio Massa.

Les médias nationaux avaient minimisé les résultats du FIT lors des primaires et couvert le moins possible sa campagne.

Pendant une conférence de presse du FIT. Au premier plan, de gauche à droite : Myriam Bregman (PTS), Christian Castillo (PTS), Nestor Pitrola (PO), Jorge Altamira (PO), José Castillo (IS), Liliana Olivero (IS). DR.



Là où on ne pouvait pas passer sous silence sa poussée, comme à Mendoza où à Salta, l'ensemble de l'appareil médiatique local s'était mis en branle pour pointer les aspects du programme du FIT censés effrayer les secteurs populaires. Dans ces deux provinces traditionnellement plutôt conservatrices, ils ont voulu faire de la question de l'IVG, illégal en Argentine, ou du « problème » de la sécurité le centre des débats. Un des éditorialistes du très conservateur journal *La Nación* s'est vu néanmoins contraint de reconnaître qu'un des obstacles à la mise en place d'une politique austéritaire allait être, précisément, ces presque 1,2 million de voix qui se sont portées sur les candidats d'extrême gauche.

L'Argentine est un pays où la classe ouvrière, historiquement, se considérait péroniste. De ce point de vue, le score réalisé par le FIT montre une transformation dans l'état d'esprit de franges importantes du monde du travail et de la jeunesse. Par ailleurs, le FIT se distingue d'autres fronts dans la mesure où il défend une perspective d'indépendance de classe, distincte en cela aussi bien de Proyecto Sur, un regroupement antilibéral constitué autour du cinéaste Pino Solanas, que des coalitions avec le parti communiste en 1989 et en 2001. S'agit-il d'un phénomène purement électoral et passager ? Plusieurs éléments semblent indiquer le contraire.

PRÉSENCE DANS LES ENTREPRISES, INTERVENTION DANS LES LUTTES

Ce score est lié à l'insertion du FIT dans le monde du travail et la jeunesse, à la présence de ses organisations dans les entreprises et à leur intervention dans les mouvements sociaux, les luttes des femmes, le mouvement LGBTI ou contre l'impunité des crimes de la dictature et les violences policières.

En 2009 déjà, le score global des partis composant actuellement le FIT approchait les 400 000 voix. A cette époque, les organisations du FIT avaient joué un rôle dirigeant dans certains des conflits ouvriers les plus importants, tels la lutte victorieuse contre les licenciements à Kraft Foods pour ce qui est du PTS ou le combat des cheminots de la ligne Roca pour l'embauche des intérimaires, au cours duquel Mariano Ferreyra, militant du PO, a été assassiné par la bureaucra-

tie syndicale. L'extrême gauche a réussi à reprendre à la bureaucratie syndicale la direction d'un certain nombre de commissions internes (les structures syndicales d'entreprise) dans de grosses usines comme Kraft ou Pepsico. L'unité électorale entre les différentes composantes du FIT, scellée en 2011, a permis de gagner en visibilité. Le FIT avait ainsi obtenu plus de 500 000 voix lors des élections présidentielles de cette année-là et 660 000 aux législatives qui ont suivi.

A la gauche du gouvernement, il n'y a donc pas « une extrême gauche butée, sectaire et fermée », comme le dénoncent certains intellectuels liés au kirchnérisme. Ce que l'on trouve avec le FIT, c'est une gauche lutte de classes, qui bataille à contre-courant, en toute indépendance du gouvernement et des partis bourgeois. Ce n'est pas un hasard si, dans de grandes usines où le FIT a une forte présence militante, les salariés ont voté à 20, 30 voire 40 % pour ses candidats. De nombreux salariés ont pris la campagne du FIT comme étant la leur, l'ont relayée auprès de leurs collègues, de leurs amis, de leurs voisins, de leur famille.

Le deuxième aspect à retenir pour expliquer la percée électorale du FIT est la déception de secteurs importants du salariat et de la jeunesse vis-à-vis du kirchnérisme. Une frange de l'électorat soutenait jusqu'à présent le gouvernement « sur la gauche », avec l'espoir que Kirchner serait l'instrument de transformations graduelles et progressives. Ces secteurs là ont voté pour le FIT après avoir fait l'expérience du kirchnérisme au pouvoir.

L'expérience a montré à de nombreux salariés que l'idée selon laquelle il était possible d'arracher des concessions et des réformes « de gauche » en soutenant une coalition électorale regroupant des représentants de la bureaucratie syndicale, corrompue et pourrie, ou des secteurs de droite, à l'image du péronisme le plus conservateur, était illusoire. Troisième élément à prendre en compte : les tendances de fond à l'œuvre au sein de la jeunesse, aussi bien chez les étudiants que chez les jeunes travailleurs. Le soutien au FIT apporté dans les urnes par la jeunesse s'explique à la fois socialement et politiquement. Pour beaucoup de jeunes qui entrent sur le marché du travail, sont dans l'enseignement technique ou s'inscrivent à l'université, l'horizon est bouché. Le travail précaire et

les bas salaires sont la norme.

Cette génération est celle qui vit en direct ce que la « promesse kirchnériste » veut dire véritablement. C'est celle qui assiste en direct à la crise capitaliste mondiale, maintenant dans sa septième année, avec une alternance de gouvernements de droite et de gauche qui mettent en œuvre exactement la même politique, visant à faire payer la crise aux travailleurs et aux classes populaires pour mieux sauver les banques et les grandes entreprises.

UN VOTE POLITIQUEMENT CONSCIENT

On peut dire que le vote pour le FIT a été un vote conscient. Un manifeste électoral défendant clairement un programme de transition face à la situation actuelle, avec la perspective d'un gouvernement des travailleurs, a été diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires. C'est ce que les candidats ont mis en avant systématiquement, de façon moderne et dynamique, dans les clips de campagne, sur les plateaux de télévision et dans les émissions de radio.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que l'ensemble des électeurs du FIT partagent intégralement la perspective révolutionnaire qui a été défendue au cours de la campagne. En revanche, ils se sont identifiés à des aspects importants du programme avancé. Le principal défi est maintenant de mettre les sièges gagnés au service du développement et de l'élargissement des luttes, de renforcer la conscience de classe et de dénoncer les négociations des politiciens patronaux sur le dos des classes populaires. L'enjeu pour les députés du FIT consistera à proposer des cadres pour faciliter et développer la mobilisation et l'organisation des exploités et opprimés pour leurs revendications. Dans l'immédiat, l'ensemble des organisations du FIT est devant la possibilité d'élargir son influence militante au niveau des entreprises, dans les écoles et les universités, autant de pas vers la construction d'un grand parti révolutionnaire. □

1 Y étaient renouvelés la moitié des sièges du Congrès (assemblée des députés) et le tiers de ceux du Sénat.

2 Ce sont les députés élus en 2009 – lors du grave revers subi par le FpV – qui étaient, cette fois, soumis à renouvellement.

3 Après deux mandats consécutifs, Cristina Kirchner ne pourra pas se représenter à la présidentielle de 2015.

Politiques migratoires : chronique d'un utilitarisme bien ancré

PAR FRANÇOIS BRUN

En matière de continuité entre les politiques successives menées en France par les gouvernements de droite et ceux qui persistent à se réclamer de la « gauche », l'aterrante constance des politiques migratoires fait figure de fil rouge. Ainsi, aucun ministre ne s'affiche autant que le ministre de l'Intérieur en charge de l'immigration, Manuel Valls, comme un clone de ses prédécesseurs réactionnaires. Mais on peut saisir cette permanence en remontant bien plus loin.

Ainsi, c'est en 1932 – en pleine crise du capitalisme – qu'est votée une loi « protégeant la main d'œuvre nationale ». La loi prévoit alors que « les organisations patronales et ouvrières intéressées » soient consultées. Elle vise à fixer les « proportions » de travailleurs étrangers susceptibles d'être employés « par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région ». On notera au passage que cette loi fut préparée par un gouvernement dirigée par l'ex-socialiste Pierre Laval. Dix ans plus tard, celui-ci ne se préoccupera plus guère de protection de la main-d'œuvre, s'illustrant par le zèle tout particulier qu'il déploiera dans la collaboration avec l'occupant nazi et la mise en place du STO. Ce n'était certes pas la première fois en France que le capitalisme avait recours à des mesures dites de « protection » à caractère administratif et, pour tout dire, policier : c'est ainsi qu'en 1893 déjà, une loi « relative au séjour des étrangers en France et à la protection du marché du travail » obligeait les étrangers travaillant en France à se déclarer dès leur arrivée auprès de leur commune de résidence, les mairies tenant un registre d'immatriculation des étrangers. Depuis 1926, en vertu d'une loi toujours présentée « en vue d'assurer la protection du marché du travail national », la création d'une carte de travailleur sur la base d'un contrat de travail imposait de rester au moins un an dans la profession pour laquelle elle avait été accordée.

Mais la particularité de la loi de 1932, c'est sa parenté frappante avec le dispositif institué en 2006, sur proposition de Nicolas Sarkozy en tant que ministre de

l'Intérieur : il est alors décidé d'établir une « liste » de métiers ouverts aux étrangers extra-communautaires, sans que leur soit opposable la situation de l'emploi. La liste devait, de la même manière, être « établie au plan national par l'autorité administrative, après consultation des organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives ». Mais qu'on ne s'y trompe pas : la première liste de « métiers en tension » (établie quelques mois plus tard, en annexe d'une circulaire concernant les Roumains et Bulgares en période transitoire) est donnée, flexibilité oblige, comme « susceptible d'être modifiée en fonction de l'évolution de la situation du marché du travail ».

« IMMIGRATION CHOISIE », UNE THÉMATIQUE ANCIENNE

Dès 1932, le rapporteur de la loi la présentait comme « applicable aussi bien en période normale qu'en temps de crise », témoignant ainsi de la constance du principe d'immigration « choisie ». De fait, s'il est permis d'observer qu'à quelques décennies de distance, l'évolution du vocabulaire est marquée par une euphémisation intéressante du rapport de classe (de la consultation des patrons et ouvriers, on passe à celle des employeurs et salariés), il n'en reste pas moins que le souci principal – particulièrement en période de crise, mais pas seulement – demeure. Il s'agit de :

- Satisfaire, quantitativement et qualitativement, les besoins de main-d'œuvre des employeurs en gardant la main sur le robinet pourvoyeur et en créant un double marché de l'emploi, et même un triple marché si l'on considère d'une part les Français, d'autre part les étrangers bénéficiaires d'une autorisation de

travail, mais aussi le très juteux marché des étrangers sans titre que génère mécaniquement toute restriction ; - Rassurer les salariés et s'assurer autant que possible de la caution de leurs organisations, en leur laissant croire que les politiques restrictives leur assurent une protection contre la concurrence sur le marché du travail et le dumping social ; alors que, le contrôle absolu n'étant qu'une fiction, c'est en dernière analyse le contraire qui se produit.

C'est pourquoi quand, en 2007, le président Sarkozy fraîchement élu prétend inventer la politique « d'immigration choisie », et faire ainsi remonter l'immigration de travail au détriment de l'immigration familiale, ce n'est qu'une vaste plaisanterie. Il s'agit surtout d'une manière de reprendre implicitement la thématique du FN de l'« immigration subie », à laquelle est opposée, cette fois explicitement, une « immigration choisie ». Car, aussi loin qu'on remonte dans l'histoire des politiques migratoires de l'État moderne, c'est-à-dire depuis la seconde moitié du 19^{ème} siècle, l'immigration ou, pour être plus précis, les immigré-e-s ont toujours été choisis-e-s. Représentant une immigration de travail, ils et elles ont, qui plus est, été choisis-e-s plus ou moins directement par les employeurs, les pouvoirs publics ayant surtout à cœur de leur faciliter la tâche.

Puisque c'est bien en cela que consistent les politiques migratoires : maintenir suffisamment de laisser-faire pour que les employeurs y trouvent largement leur compte ; témoigner de la souveraineté par un dis-

cours et des signes de «fermeté» (à peine tempérés rhétoriquement par l'expression d'un souci d'«humanité» dont les manifestations concrètes ne sont pourtant guère perceptibles). En glosant à l'infini sur les «dangers» ou le «problème» de l'immigration, l'Etat se fait alors pompier pyromane, prétendant éteindre les flammes... sans cesser de souffler sur les braises.

Pour remonter aux sources, c'est dès les années 1860, en pleine révolution industrielle que soyeux lyonnais et houillères du Nord commencent à recruter directement la main-d'œuvre qui leur fait défaut. Vers la fin du siècle, lors de l'une de ces crises qui émaillent l'histoire du capitalisme, ce ne sont pas moins de six propositions de loi xénophobes qui furent déposées de 1885 à 1892 par l'extrême droite boulangiste, avant d'aboutir à la loi protectionniste de 1893. Et, curieusement, c'est exactement huit jours après la publication de cette loi qu'éclatèrent les émeutes d'Aigues-Mortes, véritable pogrom au cours

duquel furent proprement lynchés des saisonniers italiens recrutés par la Compagnie générale du Midi. Bilan officiel : 8 morts, mais 150 selon la presse italienne... et aucune condamnation à la clé.

D'UNE APRÈS-GUERRE À L'AUTRE

Trois décennies plus tard, lors de la période d'expansion qui suit la saignée de la Première guerre mondiale, les autorités ont d'abord le souci de remplacer les supplétifs coloniaux, recrutés pour assurer la relève des combattants français : une convention est donc signée dès 1919 avec le gouvernement polonais aux termes de laquelle c'est une « Mission française de la main-d'œuvre » qui allait se charger, après une visite médicale permettant de vérifier l'aptitude physique, d'acheminer les convois d'ouvriers catholiques blancs qui feraient repartir notre économie sur des bases plus saines.

Mais cette Mission ne tarde pas à être relayée par des organismes privés : le Comité central des Houillères de France (CCHF) et la Confédération des associa-

tions agricoles des régions dévastées (CARD). C'est sous leur coupe que chacun est alors affecté à un poste après deux ou trois jours passés au dépôt de Toul, une caserne qui fait office de centre de tri. Le système se perfectionne en 1924, ces organismes se fédérant en Société générale d'immigration (SGI), qui ouvre deux bureaux en Pologne et va réaliser d'énormes profits en empochant une commission versée par les employeurs, largement supérieure aux frais de recrutement et de transport. Le secteur public se borne, quant à lui, à faire passer les visites médicales et à donner un coup de tampon.

Dans les années 1930, alors que la population polonaise était montée à 500 000 personnes (dont la moitié d'actifs) et que l'État, avec la loi de 1932, fait mine de reprendre les rênes, on voit les Houillères du Nord organiser elles-mêmes des convois de retour. Juste répartition des rôles : les pouvoirs publics assument la répression des mouvements sociaux, avec par exemple l'expulsion (après déchéance de la nationalité française) du communiste Thomas Olszanski,

responsable CGTU venu en France en 1909 et de 77 mineurs grévistes du Pas-de-Calais.

Au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, l'Histoire bégaie. Comme à la suite de la boucherie précédente, et avec en apparence une détermination accrue, l'État semble revenir en première ligne. Il s'agit alors, en vue de la reconstruction du pays, d'«introduire au cours des prochaines années, avec méthode et intelligence, de bons éléments d'immigration dans la collectivité française», comme le propose de Gaulle. C'est dans cet esprit qu'est promulguée l'ordonnance «relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et portant création de l'Office national d'immigration» (ONI), mille et une fois remaniée depuis lors, mais toujours en vigueur.

Il est alors créé un Haut-comité de la famille et de la population à la tête duquel est nommé Georges Mauco, démographe qui s'était illustré avant-guerre par une thèse de doctorat où il classait et notait sur 10 les nationalités à partir de leur capacité d'assimilation. On allait ainsi du 9 obtenu par les Belges au 2,9 des Arabes en passant, entre autres, par le 6,4 des Polonais. Étaient pris en compte l'aspect physique, la régularité au travail, la production, la discipline, ou la compréhension de la langue française. La compétence de Mauco lui avait valu d'entrer en 1938 au cabinet de Philippe Serre, sous-secrétaire d'Etat au Travail qui défendait devant la SDN l'idée de «faire venir les étrangers en cas de besoin des entreprises et les faire repartir en période de crise».

Mauco va donc proposer au Haut-comité de procéder à 300 000 entrées par an, tout en indiquant qu'«une immigration d'une telle ampleur ne serait admissible qu'à condition d'être strictement dirigée sur les plans ethnique, sanitaire, professionnel et géographique» et en établissant clairement une distinction entre «immigration voulue» et «immigration imposée», en l'occurrence entre travailleurs et réfugiés. Un ordre de «desirabilité» est donc présenté, prévoyant l'introduction de 50 % de «nordiques», de 30 % de «méditerranéens (pourvu qu'ils proviennent uniquement des provinces du Nord des pays concernés : Italie, Espagne, Portugal!) et de 20 % de slaves. Pour le grand commis de l'Etat qu'était Mauco, l'introduction de «tous les étrangers d'autres origines» devait en revanche être strictement limitée aux «seuls cas individuels présentant un intérêt exceptionnel».

LES PATRONS PRENNENT LA MAIN

Toutefois, passée la poussée de dirigisme de l'immédiat après-guerre, les employeurs ne tardent pas à reprendre la main. Dans un premier temps, en 1947, c'est encore un accord entre les gouvernements qui fixe les règles d'application concernant l'immigration italienne. Deux missions de recrutement de l'ONI sont ouvertes à Turin et à Milan et un accord est signé aux termes duquel le gouvernement italien s'engage à fournir 200 000 travailleurs pour l'industrie et l'agriculture, les offices italiens du travail devant agréer les candidats à l'émigration. Mais dès 1948, les employeurs français, qui se plaignent d'être privés des travailleurs les plus qualifiés, sont autorisés à opérer un recrutement direct.

C'est la méthode qui sera largement étendue durant les deux décennies qui suivent, au cours desquels le monopole de l'ONI est largement contourné pour favoriser le recrutement des gros contingents de travailleurs immigrés auxquels l'industrie de l'automobile notamment fait appel. Cela se traduit par des régularisations sur place d'une main-d'œuvre recrutée directement sur place, le tout avec, à l'époque, la bénédiction de l'Etat par la voix d'un Premier ministre qui observait benoîtement : «l'immigration est un moyen de créer une certaine détente sur le marché du travail et de résister à la pression sociale» (Pompidou en 1963). Le ministre du Travail ne craignait pas quant à lui de déclarer : «l'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile, car si on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre» (Jeanneney en 1966).

Dans ces conditions, les mesures restrictives adoptées à partir du milieu des années 1970 représentent moins une véritable rupture qu'une adaptation, sous des formes drastiques, à la conjoncture. La première des conséquences en est que, de 1975 à 1990, 40 % des postes de travail occupés régulièrement par les étrangers dans l'industrie sont supprimés ; la seconde, que sous l'effet conjoint de la suspension de l'immigration de travail officielle et du maintien du regroupement familial, la population immigrée se féminise ; la tendance se poursuivra avec l'arrivée de femmes seules en nombre croissant, véritable aubaine quand l'emploi se tertiarise ;

enfin, la question émergente des sans-papiers tend à occuper le centre du débat sur la politique migratoire.

HYPOCRISIE ET RACISME D'ETAT

Sur ce dernier point, l'hypocrisie générale est de mise. Les entreprises trouvent évidemment leur compte à l'utilisation d'une main-d'œuvre surexploitable, y compris quand elle est précarisée et soumise à l'angoisse du renouvellement par la détention d'un titre de séjour provisoire. Mais l'Etat, quitte à se livrer à quelques rodomontades sur sa «maîtrise des flux migratoires», à user de régularisations plus ou moins larges comme soupapes et au prix de quelques milliers de morts aux frontières, à accorder des titres provisoires pour les métiers dits en tension, s'accommode fort bien de cette présence si bénéfique pour de nombreux secteurs de l'économie. Bien sûr, le caractère par définition extracommunautaire de la population «en situation irrégulière» tend à ethniciser plus que jamais les politiques migratoires. Celles-ci apparaissent ainsi indissociables du développement d'un racisme d'Etat dont Jacques Rancière expose les ressorts : «c'est la nature même de l'Etat que d'être un Etat policier, une institution qui fixe et contrôle les identités, les places et les déplacements (...) Ce travail est rendu plus insistant par l'ordre économique mondial. Nos Etats sont de moins en moins capables de contrecarrer les effets destructeurs de la libre circulation des capitaux pour les communautés dont ils ont la charge. Ils en sont d'autant moins capables qu'ils n'en ont aucunement le désir. Ils se rabattent alors sur ce qui est en leur pouvoir, la circulation des personnes. Ils prennent comme objet spécifique le contrôle de cette autre circulation et comme objectif la sécurité des nationaux menacés par ces migrants, c'est-à-dire plus précisément la production et la gestion du sentiment d'insécurité. C'est ce travail qui devient de plus en plus leur raison d'être et le moyen de leur légitimation».

Gestion policière et raciste d'une dérégulation mondialisée, c'est finalement à cela que se ramènent nos politiques migratoires, qu'elles soient mises en œuvre aujourd'hui par des gouvernements dominés par l'UMP ou par le PS. □

Phototèque rouge/JMB.



Automobile : plus dure est la chute

PAR JEAN-CLAUDE VESSILIER

La mondialisation capitaliste de l'industrie automobile ne signifie pas son homogénéisation. Jamais en 2014 autant d'automobiles n'auront été produites et vendues dans le monde. Le basculement du monde automobile observé depuis 2007 est toujours à l'œuvre. La Chine, ainsi que le Brésil, la Russie et l'Inde, sont de nouveaux territoires de conquête alors qu'en Europe, les niveaux d'avant crise de 2007 sont loin d'être rattrapés.

Jamais, l'industrie automobile européenne, vieille d'un siècle, n'aura connu une aussi longue période de baisse des ventes et de la production. En 2007, la production européenne d'automobiles avait atteint le maximum de 16 millions et demi de véhicules, les ventes ayant été de 16 millions. Six ans après, sur le même périmètre géographique, il ne sera vendu que 13,5 millions d'automobiles avec une production attendue de 15 millions de véhicules.

A l'intérieur de l'Europe, les disparités sont fortes entre les pays l'Europe de l'Est qui continuent de recevoir de nouvelles implantations et augmentent leur production, l'Allemagne et les autres pays de l'ouest européens. Dans ces derniers, les baisses de production étalées depuis six ans sont considérables : - 35 % en France, - 50 % en Italie et - 30 % en Espagne. L'Europe de l'ouest, plus particulièrement au sud, est la zone géographique où la baisse des ventes et de la production est la plus violente.

Le contraste est fort avec l'autre « vieux » pays automobile, les Etats-Unis. La production y dépasse en effet le niveau d'avant la crise de 2007. Le prix à payer pour les salariés a été considérable : des dizaines d'usines fermées, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, l'implantation des nouvelles usines en dehors de la zone de Detroit pour s'affranchir des conventions collectives, l'embauche des nouveaux salariés avec un salaire réduit de moitié par rapport à celui des plus anciens. Mais même avec ces mesures, le nombre des nouvelles embauches est loin de compenser les emplois détruits depuis 2007.

LES NOUVELLES ATTAQUES PROGRAMMÉES EN EUROPE

Une première vague de suppressions d'usines a déjà eu lieu depuis la crise déclenchée en 2007. Opel-General Motors a fermé en juillet 2010 son usine d'Anvers avec 2600 salariés, Fiat a fermé en novembre 2011 l'usine de Terminé Imerese, en Sicile, avec 1500 salariés. Ford annonce celle de Genk en Belgique à la fin de l'année 2013 (4300 salariés), PSA ferme l'usine d'Aulnay et Opel prépare la fermeture de son usine historique de Bochum, en Allemagne, avec 3000 salariés.

Renault avait anticipé avec l'usine de Vilvorde fermée en 1997 avec 3100 salariés. Dans la même période se sont aussi succédées suppressions d'emplois et fermetures d'usines chez les équipementiers et les sous-traitants. Restructurations, fermetures et création de nouvelles usines jalonnent l'histoire de l'industrie automobile. La fermeture de l'usine de l'île Seguin à Billancourt, en 1992, en porte témoignage. L'élément nouveau de la situation en Europe de l'ouest est que ces fermetures impliquent tous les groupes et tous les pays, dans un contexte généralisé de baisse de la production.

Mais cela ne suffit pas au patronat de l'automobile. La stabilisation des ventes en Europe est un phénomène durable qui aiguise la concurrence entre marques. Les implantations à la périphérie de l'Europe de l'ouest et les investissements de rationalisation effectués dans les anciennes usines du continent permettent de produire constamment d'avantage. Il s'ensuit des surcapacités de production au regard des exigences de la rentabilité des capitaux investis. Les estimations pa-

tronales donnent la mesure des nouvelles attaques en préparation. Dans le cadre de l'organisation capitaliste de la production, les usines automobiles européennes tourneraient à 75 % de leur capacité, contre 90 % aux Etats-Unis. Dont 78 % en Angleterre, 70 % en Allemagne, 63 % en France et en Espagne, et 46 % en Italie.

L'INTERNATIONALISATION À MARCHÉ FORCÉE DE RENAULT

Jouant des évolutions contrastées entre zones géographiques, les mêmes grandes firmes nord-américaines, européennes et japonaises ont continué de contrôler toute la construction automobile mondiale. En Europe, les travailleurs subissent les suppressions d'emplois et fermetures d'usines pendant que les dirigeants, propriétaires et actionnaires des groupes européens augmentent leurs profits et dividendes grâce aux investissements et ventes réalisées notamment en Chine, au Brésil, en Inde et en Russie. Le premier constructeur européen, Volkswagen, vend aujourd'hui plus de voitures en Chine qu'en Allemagne. Fiat a racheté pour quelques dollars symboliques le constructeur automobile américain Chrysler et les profits de ce nouveau conglomérat proviennent en grande partie des Etats-Unis.

Les groupes automobiles français, PSA et Renault, s'inscrivent eux aussi dans cette mondialisation. Appliquant à quelque mois d'intervalle les mêmes recettes en matière d'accords de productivité antisociale, les deux groupes ont choisi des chemins différents pour internationaliser leurs productions et débouchés.

Renault, l'ancien groupe nationalisé dont le gouvernement détient encore 15 % du capital, a passé en 1999 une alliance capitaliste avec Nissan, élargie aujourd'hui au russe Autovaz. Alors qu'il y a quinze ans, les ventes mondiales de Renault et Nissan étaient équivalentes, aujourd'hui, les ventes mondiales de Nissan sont presque le double de celles de la marque Renault. Cet écart est la conséquence du développement de Nissan notamment dans deux pays où la marque Renault est ab-

sente, la Chine et les Etats-Unis. Et les actionnaires de Renault – gouvernement français compris – en profitent puisque ses résultats financiers 2012 affichent, pour un bénéfice total de 1,7 milliard d'euros, un apport Nissan de 1,2 milliard.

Dans le cadre de l'alliance avec Nissan, Renault développe sa propre internationalisation en élargissant son dispositif de production à la périphérie méditerranéenne et au sud-est de l'Europe. Renault a annoncé en octobre 2013 le doublement de la capacité de production de son usine de Tanger, passant à 340 000 véhicules par an. Ce chiffre représente les deux tiers des capacités de production aujourd'hui installées par Renault en France ! Le site de Tanger, qui produit des modèles Dacia, est mis en concurrence directe avec le site Renault Dacia de Pitesti, en Roumanie. Une démonstration que les politiques de localisation des usines s'inscrivent dans une mise

en concurrence généralisée des salariés.

LA FUITE DE LA FAMILLE PEUGEOT

PSA était autrefois désignée comme une entreprise maintenant plus que son concurrent Renault une activité industrielle en France. Les grandes manœuvres qui s'organisent autour du sort du deuxième constructeur automobile européen en termes de voitures produites et vendues témoignent que ce temps est révolu. PSA appartient à une famille d'actionnaires qui en a conservé l'essentiel du contrôle jusqu'à aujourd'hui. La propriété privée des moyens de production n'est pas, concernant cette famille, une expression ringarde ; c'est leur réalité d'aujourd'hui, avec tous les privilèges et l'exploitation de milliers de salariés qui les permettent.

Le feuilleton des négociations autour du sort de PSA est en cours d'écriture et il n'y a pas encore de conclusion. Mais il

est possible dès maintenant de pointer les responsabilités conjointes de la famille Peugeot et du gouvernement dans cette sorte de mise aux enchères mondialisée du sort de PSA.

La famille Peugeot est engagée depuis plusieurs années dans un processus de désengagement de l'industrie automobile. La liste des entreprises dans lesquelles la famille Peugeot a placé des capitaux englobe de nombreuses branches d'activité. Ce n'est pas simplement un arbitrage « automobile contre spéculation », mais la recherche de secteurs où la rentabilité est supérieure à celle de l'automobile en Europe. Ceci s'inscrit dans la situation de l'après 200,8 qui présente des points communs avec la situation d'après la crise économique de 1973. Ernest Mandel écrivait à cette occasion : « *Les capitaux quittent les secteurs où le profit est en dessous de la moyenne et affluent vers les secteurs où le profit est supérieur à la moyenne – par exemple, ils affluaient vers la*



Photothèque rouge/JMB.

branche automobile dans les années 1960 et quittèrent cette branche pour affluer vers le secteur énergétique dans les années 1970» (Introduction au marxisme, page 68).

La famille Peugeot a plusieurs fois, ces dernières années, refusé d'investir les sommes nécessaires dans le capital de PSA. Ces manquements ont été dénoncés dans les rapports d'expertise syndicaux sur la situation de PSA et de l'usine d'Aulnay, mais force est de constater que la famille Peugeot se comporte en bon capitaliste soucieux de la rentabilité de son capital ; le patriotisme d'entreprise ou d'Etat est réservé à ceux qui ont la faiblesse d'y croire.

Le gouvernement accompagne ce désengagement avec, à la manœuvre, le ministre Moscovici. Dans leur ouvrage *La Violence des riches*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot notent : « Pierre Moscovici fut de 2004 à 2010 l'un des vice-présidents du Cercle de l'industrie (...) Le président de cette puissante assemblée est Philippe Varin. Pierre Moscovici a été député de Montbéliard et président de l'association des collectivités sites d'industrie automobile ».

Le rapprochement entre PSA et General Motors annoncé en 2012 a vite montré ses limites. L'exemple de l'aller-retour de la prise de participation de General Motors dans le capital de Fiat dans les années 2000 pouvait le laisser prévoir. Et cela dans une situation où les ventes d'automobiles sont orientées à la baisse en Europe. Les négociations actuelles avec le constructeur chinois Dongfeng n'ont pas encore abouti, les informations rendues publique n'en reflétant qu'une séquence, avec toutes les manipulations possibles de part et d'autre.

Le gouvernement français et Dongfeng apporteraient les milliards d'euros qui leur permettraient de se substituer à la famille Peugeot. Mais ce ne serait pas un rapprochement entre deux firmes de taille moyenne aux échelles européenne et chinoise, comme le rachat de Volvo à Ford par l'entreprise privée chinoise Geely en 2009. Les négociations en cours concernent en effet le deuxième constructeur automobile européen et le deuxième constructeur chinois. Quelle que soit leur issue, l'industrie automobile chinoise s'avance ainsi comme un nouvel acteur de la

concurrence mondialisée. Responsabilités et conséquences importantes pour le mouvement ouvrier : la nécessaire expression des solidarités ouvrières à l'échelle internationale est devant nous.

Le remplacement de la famille Peugeot comme actionnaire principal de PSA fait manifestement partie de la négociation et le gouvernement lui assure les moyens tranquilles d'investir ailleurs. Dans ses rares déclarations publiques sur le sujet, Moscovici n'a bien sûr pris aucun engagement, ni sur l'emploi des salariés de PSA, ni sur les exigences vis-à-vis de la famille responsable au premier chef des plans sociaux visant des milliers de salariés. Oui, il couvre la fuite d'actionnaires rentiers qui se sont enrichis sur le travail des autres. Alors que de l'argent public va être mobilisé pour les remplacer, la réquisition des biens de Peugeot est une exigence qui s'attaque à la toute puissance de la propriété privée.

LA MONTÉE DES ÉQUIPEMENTIERS

Le démembrement de la production d'automobiles se poursuit, les constructeurs automobiles assurant directement une partie de plus en plus faible du processus de production. Les achats aux fournisseurs et équipementiers représentent aujourd'hui 70 % du coût de fabrication d'un véhicule. Autour des constructeurs au sens strict se développent quelques firmes aux dimensions de la mondialisation capitaliste et ayant des taux de rentabilité supérieurs à ceux des constructeurs. L'équipementier Faurecia est la pépite rentable du groupe PSA. Bosch, Valéo, ou Omnium Plastic sont parmi les autres géants du secteur. Le développement même des innovations technologiques, autour du recours croissant à l'électronique embarquée pour les fonctions de motorisation et de conduite, renforce encore le poids de ces grands équipementiers.

Les mêmes facteurs que ceux à l'origine de la mondialisation des constructeurs automobiles sont à l'œuvre. Mais ils se combinent avec une concentration encore plus active. Il existe encore des centaines d'entreprises sous-traitantes, rangées en niveaux selon leur taille et leur degré de dépendance vis à vis des équipementiers et constructeurs. Les restructurations en cours y sont encore plus brutales, avec des capacités de résistance d'autant plus faibles que les entités sont petites. Alors que le transfert de l'activité d'une usine de plu-

sieurs milliers de salariés se prépare sur plusieurs années, les déménagements d'entités plus petites planifiées par des patrons – voyous ou non – frappent sans préavis les salariés concernés.

Les bases objectives de la nécessaire convergence des luttes s'élargissent à tout un secteur aux traditions de lutte et d'organisation des salariés éclatées : c'est aussi l'une des caractéristiques de la situation actuelle.

LEURS SOLUTIONS ET LES NÔTRES

Le ministre du Redressement industriel, Montebourg, s'est appuyé sur l'exemple étatsunien pour proposer une issue aux difficultés de PSA : « PSA est une entreprise en très grave difficulté. L'objectif est que ce constructeur qui emploie 100 000 personnes en France se relance et embauche à nouveau. C'est possible ! Le constructeur américain General Motors a fait faillite, a perdu 28 000 salariés et se remet aujourd'hui à embaucher », s'est-il félicité dans une interview au *Parisien* le 22 octobre 2013. La référence est là : infliger aux salariés la purge qu'ont eu à subir les travailleurs américains. Tel est l'objectif du patronat de l'industrie automobile européenne.

Dans un autre registre, les solutions industrielles que propose la fédération de la métallurgie CGT pour être appliquées chez Renault et PSA sont bien dérisoires au regard des enjeux, comme si une relance nationale de la consommation pouvait augmenter durablement la production d'automobiles en France par des capitalistes cherchant partout le profit maximum.

Les logiques appliquées par les firmes automobiles tiennent aux exigences mêmes de la rentabilité capitaliste. Entre l'accompagnement des politiques patronales et la confrontation, il n'y a pas de place pour une troisième voie. C'est la conséquence de l'intensité de la crise dans l'automobile.

Pour nous, seule l'expropriation des patrons ouvre la voie à une autre logique de production, liant sécurité de l'emploi, respect de la santé et de la sécurité au travail et exigences écologiques. L'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail et la suppression du travail posté et de nuit sont des revendications qui s'imposent, maintenant. □

FACE À L'APPLICATION DE L'ANI

Régressions et résistances chez Renault

PAR RÉGIS LOUAIL

Le 13 mars 2013, chez Renault, trois directions syndicales (CFE-CGC, CFDT et FO) signaient un « contrat pour une nouvelle dynamique de croissance et de développement social de Renault en France ». Sa logique : travailler plus sans gagner plus, voire en gagnant moins. Mais la mobilisation des salariés a contraint la direction à limiter ses prétentions.

Même si cette signature est intervenue trois mois après celle de l'Accord national interprofessionnel (ANI) par les confédérations CFE-CGC, CFDT et CFTC (mais trois mois avant sa transcription dans la loi dite de « sécurisation de l'emploi »), le contenu de cet accord de compétitivité démontre que le patronat n'a jamais eu l'intention de se satisfaire de l'ANI. Un texte pourtant qualifié d'historique, mais dont il ne s'encombrera pas pour aller encore plus loin dans sa stratégie de destruction sociale.

Chez Renault, la « négociation » avait commencé dès novembre 2012, dans le but d'aboutir à une signature avant le vote d'une loi qui aurait pu être trop contraignante pour l'entreprise, et aussi de peser sur son contenu. Histoire de prouver que le temps où Renault apparaissait comme la vitrine du progrès social est bien révolu, et qu'il entend être à l'avant-garde des contre-réformes du droit du travail.

Alors que la loi prétend instaurer des accords de « maintien de l'emploi » en échange de concessions allant de l'augmentation du temps de travail à salaire inchangé à la baisse conjointe du temps de travail et des salaires pour une durée de deux ans, l'accord Renault instaure le blocage des salaires pour trois ans, l'augmentation du temps de travail sans aucune compensation et la destruction de 7 500 emplois d'ici à la fin 2016. Ce qui a conduit le directeur des opérations France à déclarer : « Un accord de cette ampleur, à 360°, n'est pas fréquent. Il illustre ce à quoi la qualité du dialogue social permet d'aboutir » !

Un « dialogue social » mené de bout en bout sous la pression d'un chantage à la fermeture de deux sites en France, en s'appuyant sur la mise en concurrence avec les sites de fabrication européens et d'Afrique du Nord de l'Alliance Renault-Nissan, plus la menace de ne pas

affecter les fabrications prévues aux sites restant. Pourtant, les engagements de Renault ne sont que du vent, puisqu'ils sont liés à une hypothèse de croissance du marché automobile européen dans laquelle le constructeur pourrait progresser de 30 % en France d'ici à 2016...

UNE RÉGRESSION SANS PRÉCÉDENT

C'est d'abord la réduction de 15 % des effectifs France, essentiellement au travers d'un dispositif de « dispense d'activité » ouvert trois ans avant le départ en retraite, avec maintien de 75 % de la rémunération. Mais aucun de ces départs ne sera remplacé. Le quart des effectifs de production devra disparaître, alors que le constructeur prévoit d'augmenter ses volumes de fabrication en France de 33 %. L'impact sur les conditions de travail promet d'être catastrophique.

Puis il y a le « blocage de la masse salariale » en 2013 et la « modération » pour 2014 et 2015, alors même que le temps de travail va augmenter en moyenne de 6,5 %. Dans certains établissements comme à Cléon, l'allongement du temps de travail va même être plus important puisque l'accord impose la suppression de 21 jours de congés pour les salariés travaillant en équipes 2 x 8. Là, l'accord va supprimer tous les congés supplémentaires concédés depuis 1997, simplement pour compenser la suppression des repos supplémentaires arrachés par les travailleurs postés de la fabrication, au cours de 40 ans de bagarres visant à la reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

L'accord prévoit encore de renforcer l'externalisation de pans entiers de l'ingénierie, en instaurant une distinction entre des activités dites « cœur de métier » et d'autres dites « non cœur de métier ». Pour Renault, il va s'agir de conserver exclusivement les technolo-

gies dites à forte valeur ajoutée et d'externaliser toutes les autres, notamment celles qui pour lui « ne présentent pas d'avantage concurrentiel ». Résultat, 2 000 emplois vont être supprimés dans ce seul secteur.

Par contre, face à la mobilisation, Renault a dû renoncer temporairement à la mobilité obligatoire qu'il aurait voulu instaurer entre ses différents sites, suite au regroupement de toutes ses usines et filiales dans le cadre de deux pôles, un pour le Nord-est et un pour la Vallée de la Seine.

UNE VRAIE RÉSISTANCE

Malgré des arrêts de travail à répétition tout au long de la négociation de cet accord, le rapport de forces est resté insuffisant pour bloquer la signature. Mais il y a eu une vraie résistance, qui s'est exprimée entre le 12 décembre 2012 et le 20 février 2013, au travers de huit appels à débrayages touchant l'ensemble des sites concernés. On a décompté jusqu'à 4 500 grévistes au niveau du groupe, le 29 janvier dernier.

Les arrêts de travail sont allés de quelques heures à la journée entière, avec blocage complet de certaines usines sur la journée, comme à Cléon ou à Douai. Sur certains sites, ils ont réuni jusqu'au tiers des effectifs présents. Parfois pour la première fois depuis la vague d'embauches de 1999 à 2005, une nouvelle génération de travailleurs combattifs s'est mise en mouvement, renouant enfin avec les formes d'action radicales des générations passées. Un signe que tout reste possible dans les mois à venir. □

FACE À L'APPLICATION DE L'ANI

Signification et portée des débrayages chez Peugeot

PAR JACQUES CHASTAING

Le 11 septembre 2013, 900 travailleurs de Peugeot à Mulhouse débrayaient, à la surprise de tous, pour dénoncer les accords ANI que le patron voulait leur imposer ainsi qu'à tout le groupe. Ce débrayage allait en entraîner d'autres, plus ou moins importants, dans tout le groupe, soit isolés, soit dans des journées communes, et cela jusqu'au 24 octobre.

Le nombre des salariés qui ont débrayé n'a pas été suffisant au regard des enjeux mais constitue un record de participation depuis la grève de 1989. Il faut dire que Peugeot voulait une régression très importante: blocage des salaires en 2014 et certainement en 2015 et 2016; suppression de la prime d'ancienneté pour les plus de 20 ans d'entreprise, de la prime de rentrée, de la subrogation des indemnités de sécurité sociale; paiement des samedis travaillés en fin d'année avec une majoration de 25% au lieu de 45%, et uniquement pour ceux non compensés par des jours non travaillés; réduction de la majoration de nuit; indemnisation du chômage partiel à 70% au lieu de 75%; six jours de RTT à la disposition du patron; dépassement de l'horaire de travail de 20 minutes annoncé le jour même. Au total, une perte de 1 000 à 1 200 euros par an. En outre, une zone regroupant plusieurs sites est désormais considérée comme un seul établissement, les mutations régionales et les prêts de personnel sur toute la France devenant la règle. Après les débrayages, le patron a reculé un peu sur la prime de rentrée et la prime de nuit, intégré la prime d'ancienneté pour ceux qui ont plus de 20 ans de présence, mais maintenu le reste. L'accord a été signé par la CFTC, la CGC, FO et le SIA.

DES MESURES QUI PROLONGENT ET DÉPASSENT L'ANI

L'ANI représente une véritable casse du code du travail, donnant la possibilité aux patrons de faire varier les horaires et les salaires en cas de «difficultés conjoncturelles», c'est-à-dire quand ils le veulent. Ce qui ouvre toute facilité à la baisse des salaires, la flexibilité, la mobilité interne, les licenciements sans limites et les conditions de travail les pires. De plus, la loi n'est qu'un tremplin pour aller encore plus loin. Les accords signés chez PSA ou Renault vont déjà au delà.

La CFDT, la CFTC et la CGC ont pourtant signé cet accord en janvier 2013, ce qui a entraîné ensuite son vote au parlement le

14 juin et son application le 1^{er} juillet. Depuis, les accords ANI se multiplient et les plans dits sociaux que l'ANI facilite ont bondi, pour atteindre les 1 000 annoncés pour l'année 2013.

La CGT et FO ont dénoncé cet accord mais, malgré les luttes des ouvriers de Renault au printemps, entre la signature syndicale et le vote de la loi, ils n'ont jamais vraiment tenté de mobiliser sérieusement, ni même de faire l'information massive que cela aurait mérité. La CGT a décrété à l'avance que les salariés ne bougeraient pas et qu'il fallait seulement s'adresser aux députés. Mais même quand les ouvriers bougent, comme à PSA ou encore en octobre à Michelin Joulès-Tours, avec ses 480 salariés mutés sur 14 sites sous peine de licenciement du fait de l'ANI, les confédérations n'essaient pas de porter le problème à l'échelle nationale où il se pose pourtant. Ce qui signifie que l'ANI va provoquer une avalanche de plans «sociaux» et de nombreuses luttes locales, de groupe ou régionales sans que les confédérations n'essaient de les coordonner pour les rendre efficaces.

Ce sont d'ailleurs des militants syndicaux de base, en particulier de la CGT de Peugeot Mulhouse, qui par une intense campagne d'information et de mobilisation menée pendant un an sur les dangers de l'ANI, ont créé le climat favorisant le débrayage «surprise» dans cette usine, et, par suite, ceux dans tout le groupe.

Le fait que l'on assiste aujourd'hui non pas à une absence de conflits, mais à une conflictualité courte et explosive, s'explique par la pression conjuguée du chômage et des faibles salaires, mais aussi par la perception diffuse qu'ont leurs acteurs de ne pas avoir à se battre seulement contre leur patron, mais de devoir affronter le patronat, le gouvernement et même plus généralement une «crise» capitaliste à dimension internationale, sans qu'aucune des grandes organisations ouvrières, politiques et syndicales, ne se situe à ce niveau. Ainsi, ces conflits ne peuvent guère gagner, mais ils préparent peu à peu le terrain

psychologique, social, politique et militant à une autre lutte, d'un niveau qualitatif supérieur, qui peut éclater rapidement et de manière surprenante, à partir d'événements considérés à d'autres époques comme relevant des faits divers – arbres turcs, suicide tunisien, bébés bosniaques, foot et transports brésiliens... et maintenant l'écotaxe.

DE L'ÉQUIPEMENT AU RENOUVELLEMENT, OU LA FIN D'UNE ÉPOQUE

L'ANI comme la fermeture d'Aulnay représentent un changement qualitatif, mais dans le cadre d'une logique qui vient de loin. La crise actuelle de la production automobile dans le monde développé est celle du passage du marché d'équipement au marché de renouvellement. Lorsqu'une majorité de consommateurs est équipée d'une voiture, il est difficile de leur en vendre deux ou trois. Dès lors, la production auparavant en progression exponentielle se ralentit et stagne.

Avec 60 millions de salariés liés à l'automobile, cela ne se fait pas sans dégâts. D'autant que le droit du travail actuel, les institutions démocratiques elles-mêmes et la mentalité qui va avec ont été mis en place dans un cadre marqué par la production de masse des firmes automobiles. Les accords Renault de 1955 se sont étendus à toute la France et lui ont donné son paysage politique et social jusqu'aux années 1980, comme ceux de Fiat à l'Italie, ou ceux de Ford, GM et Chrysler aux USA.

Dès lors que l'ingénieur et parfois aussi le manoeuvre sont des acheteurs de l'objet sophistiqué que sont les voitures qu'ils produisent, les producteurs/consommateurs deviennent dans ce monde des «citoyens». Leurs crédits doivent être protégés des aléas de la maladie, du chômage, de la vieillesse, les assurances sociales garantissent ce marché partout. Ce qui entraîne un échafaudage de représentations politiques et syndicales adaptées, des organisations ouvrières de plus en plus intégrées, une démocratie ressentie par les travailleurs au

travers de ces institutions sociales sur lesquelles se greffe le monde politique, et des illusions populaires ainsi délimitées. Aujourd'hui, l'ANI clôt cette période.

D'abord, à l'usine où l'exploitation est de plus en plus sauvage. Cela a commencé par les externalisations, la sous-traitance et l'idéologie du «mérite». La charge de travail, la productivité ont considérablement augmenté. Chaque temps mort est traqué, chaque geste inutile est chassé. Des cadences folles, des pauses rognées, des accidents du travail en plus grand nombre mais moins de droit à la santé, des infirmeries et des cantines fermées, moins de transports collectifs. Pas le droit à vieillir tranquillement: les postes aménagés pour les anciens et handicapés sont supprimés en même temps qu'on reporte l'âge de départ en retraite. Et pour les intérimaires, aucun droit. L'ambiance de peur et de soumission débouche sur l'épuisement et les suicides. C'est la «lean» (maigre) production: gagner de l'argent sans vendre plus mais en augmentant la productivité.

Ensuite, à l'extérieur: les méthodes de travail de l'automobile et ses suicides s'étendent ailleurs. Le flux tendu, les stocks sur des camions accroissent la pollution. L'écotaxe en résulte. Avec la stagnation du marché automobile en occident, PSA se di-

versifie comme il ne l'a jamais fait. Les firmes auto déplacent la production vers le haut de gamme, plus profitable. Avec le déplacement économique vers la finance, une désagrégation du régime producteur-consommateur et une accélération du détricotage de tout le système politico-social. Les patrons n'ont plus tant besoin de la démocratie sociale, politique et syndicale pour des ouvriers qui redeviennent plus producteurs que consommateurs. Ce qui signifie un État lui aussi «lean», des économies sur la sécu, les retraites, les services publics et les évolutions politiques qui l'accompagnent.

Les gouvernements sont plus clairement liés au capital: Monti, Papademos mais aussi Schröder lié à VW, Hyundai en Corée du Sud, Marchionne en Italie qui sort Fiat du code du travail, PSA qui impose l'ANI au gouvernement Hollande... La droite est plus agressive, l'argent ressemble de plus en plus au crime organisé. La moitié du PIB mondial se cache dans les paradis fiscaux.

RENAISSANCE D'UNE CONSCIENCE DE CLASSE

La dictature dans les usines s'étend à la société et celle-ci se prolétarise. Cette fusion plus claire entre l'économie et la politique

comble à son tour le fossé entre le politique et le syndical. De là renaît lentement une nouvelle conscience de classe du prolétariat.

La lutte contre l'ANI et le vent breton sont deux bouts des premiers pas tâtonnants des classes populaires sur la scène politique, qui donnent à leur tour un sens à une multitude de petites luttes jusque là invisibles, y compris aux yeux de leurs propres participants. Ainsi, de chaque coin, le sentiment d'un «tous ensemble» progresse en un réseau informel cherchant ses représentants ouvriers radicaux.

L'impréparation à la tâche rend pour le moment les luttes confuses, hésitant entre les vieux chemins traditionnels et de nouveaux, encore à découvrir. Ce tâtonnement sourd au travers des «Indignés», d'«Occupy», des printemps arabes ou «érable», des résistances à l'ANI ou des vents bretons. Mais la poudre pour une explosion généralisée est en train de s'accumuler. L'étincelle pourrait être la mise en pratique de l'ANI, chez PSA ou ailleurs, se cumulant avec d'autres colères souterraines. Voilà ce que nous devons nous attacher à rendre visible et conscient pour le plus grand nombre. □



Rassemblement de salariés devant le siège de PSA à Paris, en novembre 2011. Phototèque rouge/JMB.

Science: un terrain à ne pas délaissier

PAR H. SANDOR

La science fait partie de la culture nécessaire à la compréhension de ce monde que nous voulons changer. Cette tradition du mouvement ouvrier s'est estompée, notamment au NPA. Ce dossier vise à apporter quelques éléments pour combler un oubli et susciter la réflexion.

Le rapport à la science des courants politiques et intellectuels partisans d'une remise en cause radicale du pouvoir du capital a évolué. Les «pères fondateurs» du marxisme suivaient les travaux scientifiques de leurs temps en s'efforçant de les intégrer à leur projet révolutionnaire. Certains de leurs épigones ont parfois dérivé vers un scientisme naïf à la mesure d'un optimisme historique qui débouchait sur la vision d'une humanité irrésistiblement en marche vers le progrès et le socialisme. A l'inverse, aujourd'hui, beaucoup de partisans affirmés d'une transformation sociale radicale font preuve d'une ignorance, voire d'une méfiance généralisée vis-à-vis de la science – du moins des sciences dures.

Le progrès dans les sciences existe: on sait infiniment plus de choses aujourd'hui qu'hier. Mais, hélas, les conditions nécessaires ne sont pas les conditions suffisantes: ce progrès ne coïncide pas dans cette société avec le progrès tout court. Voilà pourquoi nous voulons la changer. Changer cette

société suppose qu'on la connaisse. Qu'on connaisse bien sûr ses rapports sociaux, mais aussi qu'on ait quelques idées concernant les bases matérielles sur lesquelles elle s'édifie. Ne sommes-nous pas matérialistes?

UNE FORME NOUVELLE D'ALIÉNATION

Jusqu'à l'invention de la machine à vapeur, tous les individus comprenaient le fonctionnement des outils qu'ils utilisaient. L'électricité a changé la donne. Une forme nouvelle d'aliénation est née. La plupart des gens – y compris les intellectuels de haut niveau – qui utilisent la télévision, le GPS ou le four à micro-ondes sont totalement incapables d'en expliquer même grossièrement le principe. Si l'on est témoin de ces «miracles», pourquoi ne pas croire en d'autres, comme la transmission de pensée ou l'astrologie qui sont tout autant merveilleuses? Paradoxalement, donc, cette crédulité nouvelle est à mettre au «crédit» des progrès scientifiques.

Il est facile de dire que «tout est politique» et, sans connaissance de la chose, d'opiner sur les OGM, le nucléaire, le réchauffement climatique ou les pollutions. Mais alors le danger est grand d'identifier la pieuvre Monsanto à tous les OGM et à tous leurs usages possibles. Les OGM, comme la radioactivité ou les études des nanoparticules sont des conquêtes de l'esprit humain. Ce sont des découvertes qui potentiellement pourraient permettre de mieux vivre aux milliards d'individus qui peuplent la Terre en ne les obligeant pas à passer par tous les stades de développement qu'ont connus les sociétés occidentales¹.

UNE SOCIÉTÉ QUI POURRA DISCUTER DE SES CHOIX

La Ligue des Communistes, dans les années 1840, pouvait être politiquement solidaire des ouvriers qui mettaient des sabots dans les engrenages des machines pour protester contre le chômage ou les cadences, mais elle ne pouvait pas défendre le mot d'ordre «à bas le moteur à vapeur». Dans une société dominée par la recherche du profit maximum (ou par une bureaucratie incontrôlée), ces conquêtes de l'esprit humain peuvent aussi causer d'énormes dommages.

Il est bien joli de parler du «principe de précaution», mais le capitalisme est congénitalement incapable de penser les choix à long terme. Voilà pourquoi nous devons aujourd'hui nous opposer dans cette société fondée sur le profit à certaines utilisations des OGM ou du nucléaire. Et pour l'avenir, lutter pour l'avènement d'une société qui pourra réellement discuter des bons choix.

Ce dossier s'ouvre par un article sur le bon usage du doute, puis vient une critique du relativisme scientifique, celui qui considère que la prétention des sciences à l'objectivité est une mystification.² Il se termine par un article sur les bons (et mauvais) usages des OGM. Il ne reflète pas les positions officielles du NPA, qui, Dieu soit loué, n'existent pas. □

¹ Voir par exemple le rôle du Net et des téléphones portables dans les pays pauvres.

² Ces deux articles reprennent grosso modo une conférence donnée à l'Université d'été 2013 du NPA. Ils résument en partie le contenu d'un livre d'Hubert Krivine à paraître aux éditions Cassini, De l'atome imaginé à l'atome découvert, essai contre le relativisme scientifique.

Du bon usage du doute en sciences et peut-être un peu ailleurs

PAR HUBERT KRIVINE



En Dieu ou dans le paradis socialiste, les raisons fondées sur l'avantage à croire... Obsèques de Staline, le 9 mars 1953. DR.

Une horloge arrêtée indique certainement l'heure exacte – et même deux fois par jour –, mais on ne sait pas quand. De la même façon, le doute systématique permet certes de se prémunir des erreurs ou des escroqueries, mais il ignore également le vrai au passage.

Quelles que soient les satisfactions intellectuelles (et souvent mondaines) qu'il peut procurer, le doute systématique est donc aussi opérant que notre horloge arrêtée. Historiquement, pourtant, le doute a fait œuvre salutaire: c'est le «doute scientifique» apparu comme mise en question des vérités révélées. Sous sa forme plus moderne, c'est la notion, popularisée par le philosophe des sciences Karl Popper, que toute vérité pour être scientifique doit être réfutable. La vérité révélée est indiscutable, mais une vérité scientifique «indiscutable» est un oxymore. La fragilité de la vérité scientifique est sa force.

LE DÉSIRABLE N'EST PAS NÉCESSAIREMENT LE VRAI

Croire une affirmation *seulement* quand on a de bonnes raisons de la croire vraie (Bertrand Russell) peut sembler une banalité, un comportement que tout le monde tient. Mais il n'en est pas ainsi: le «seulement» rend ce comportement souvent difficile à maintenir. Croire à un paradis au ciel, comme l'annoncent la Bible et le Coran, ou bien sur terre en URSS, comme le proclamait la propagande de Staline, sont des croyances fondées sur le bienfait qu'on en espère. La religion peut éventuellement

Photothèque rouge/JMB.





calmer la peur de la mort et l'astrologie répondre à des angoisses, elles n'en sont pas davantage vraies. Les « bonnes raisons » fondées sur l'avantage (ou l'inconvénient) qu'il y aurait à croire (ou à ne pas croire) sont en fait de mauvaises raisons¹. Les grands et petits exemples abondent, et pas seulement en matière scientifique. Quelques « petits » d'abord. En premier lieu, l'affaire des « avions renifleurs » dans les années 1975. Pendant plus de cinq ans, un certain Aldo Bonassoli a pu faire croire à la direction d'Elf tout entière, à des grands cerveaux comme Barre (premier ministre), Pinay (ex-ministre des Finances), Giscard d'Estaing (président), Chalandon (ministre), Guillaumat (PDG d'ELF), qu'il disposait d'une machine capable de repérer des gisements de pétrole par avions (appelés ensuite renifleurs). Ce fut une escroquerie totale de l'ordre d'un milliard de francs. Les bonnes raisons ? La soif de ressources créée par le premier choc pétrolier. Il faut noter l'importance du secret national défense qui a permis à l'escroquerie de perdurer si longtemps.

Autre exemple : les dommages radioactifs immédiats qui auraient été causés par les obus à uranium appauvri utilisés lors des bombardements occidentaux durant la guerre en Yougoslavie en

1999. En fait, c'est l'empoisonnement chimique (aux métaux lourds comme le plomb) qui était le plus dangereux, mais certainement à plus long terme tout comme le danger radioactif éventuel. Aujourd'hui encore, on ne connaît aucune plainte venant des principaux intéressés, en l'occurrence les Serbes, alors qu'on connaît très bien celles des Vietnamiens à propos de l'agent orange. Un autre cas : l'utilisation par les États-Unis d'armes bactériologiques durant la guerre de Corée (1950-1953). Cette guerre fit plus d'un million de morts. Malgré toutes les bonnes raisons anti-impérialistes, il semble bien maintenant que cette accusation ait été monnaie de toute pièce.

Encore un : la culpabilité des époux Rosenberg exécutés en 1953 aux États-Unis sous McCarthy, en dépit d'une campagne internationale gigantesque affirmant leur innocence. Ils étaient accusés d'avoir livré « le secret de la bombe atomique » aux Soviétiques. Il est certain que leur procès fut inique, mais il est maintenant très probable qu'ils ont été – au moins – des informateurs idéalistes de Moscou.

Plus directement proches de l'objet direct de ce dossier (mais les mécanismes sont analogues), les tumeurs de rats ayant mangé du maïs OGM mises en

évidence en 2012 par le chercheur français Séralini et censées prouver la nocivité de ce maïs. Malheureusement, les données statistiques n'étaient pas significatives. Les bonnes raisons sont évidentes, mais le résultat net milite – hélas – en faveur de Monsanto, comme si la non preuve de nocivité valait preuve d'innocence.

Les trotskystes n'ont pas été épargnés par ce qui est finalement une confusion entre « raisons de croire » et « raisons d'agir ». On avait cru dans les années 1980 que s'était formée en Pologne, avec la montée de Solidarnosc, une section polonaise de la IV^e Internationale forte de plusieurs centaines de membres et disposant même d'une organisation de jeunesse et d'agriculteurs. Les bonnes raisons de croire étaient évidentes, on peut même dire aveuglantes : un outil pour cette révolution politique espérée depuis si longtemps. Le prix à payer ensuite : une certaine démoralisation, celle-là même qu'on avait voulu éviter.

Du domaine du vraisemblable (les services soviétiques n'ont pas sous Staline lésiné sur les assassinats) était la croyance en l'assassinat à Paris de Lev Trotsky, fils de Léon, par le KGB en 1938. En fait, il était mort de l'incompétence notoire de son chirurgien.

Un exemple majeur, maintenant, de croyances fondées sur le bienfait qu'on en espère – qui concerne les milliards de croyants de par le monde. Il est bien illustré par le fameux pari de Pascal : « Dieu est où il n'est pas ; mais de quel côté pencherons-nous ? La raison n'y peut rien déterminer (...) Pesons le gain et la perte en prenant croix [en tirant à pile ou face] que Dieu est. Estimons ces deux cas ; si vous gagnez vous gagnez tout, et si vous perdez vous ne perdez rien : gagez donc qu'il est sans hésiter. »

Le passage est un peu confus : Pascal semble dire que puisqu'on ne sait pas si Dieu existe, il y a une chance sur deux pour que ce soit vrai. Ce qui est faux (on ne sait pas si on aura un accident d'avion ou pas, ce qui ne signifie pas une chance sur deux !) mais, surtout, il développe l'idée que croire coûte un peu par la perte de quelques plaisirs éphémères, mais rapporte infiniment par la promesse d'un bonheur éternel. C'est la « bonne » raison.

Plus généralement, la religion serait vraie parce qu'elle est utile : la prière y

joue un rôle fondamental². Sans la supposée efficacité des prières (pour faire venir la pluie, pour guérir une maladie, etc.), pas de religion de masse possible, n'en déplaise aux intellectuels religieux sophistiqués. Intellectuels qui tirent par ailleurs leur importance de l'existence des milliards de gens qu'ils ne déçoivent pas et qui, eux, pratiquent la foi du charbonnier.

LA SOURCE NE CARACTÉRISE PAS L'INFORMATION

On ne doit pas juger une information seulement à l'aune de sa source. Qu'elle vienne de la CIA la rend certes douteuse, mais ne la disqualifie pas à coup sûr : après tout ces messieurs, quand ça les arrange, peuvent aussi avoir intérêt à dire des choses qui se trouvent être vraies : hélas, le goulag a bien existé. Lemaitre, prêtre et astronome de son état, président de l'Académie pontificale, avait élaboré dans les années 1930 une théorie de « l'œuf primitif » qui fut initialement saluée par le Pape comme prouvant le *Fiat Lux* (« Que la lumière soit ! ») de la Bible. Tout pour déplaire ; et pourtant, cette théorie actuellement appelée « Big Bang » est, à juste titre, universellement reconnue.

UNE CONNAISSANCE VRAIE N'EST JAMAIS ISOLÉE

Mais *quid* des « bonnes raisons » si on se refuse de les fonder sur leur vertu opératoire espérée ?

Une tonne de littérature a été écrite sur la caractérisation de ce qu'est une démarche scientifique : la réfutabilité, la reproductibilité (c'est-à-dire l'accord avec l'expérience), l'universalisme, la parcimonie (l'économie de moyen, voire l'élégance), la capacité à prévoir, la consistance interne, etc. en sont les attributs habituels. Toutes sont pertinentes, mais aucune n'est nécessaire ou suffisante : la capacité du darwinisme à prévoir n'est pas évidente, l'âge de la Terre ne peut pas directement résulter d'expériences reproductibles, etc. Notons qu'il est en général beaucoup plus facile de montrer dans un cas précis qu'une démarche n'est pas scientifique : comprendre que Mme Élisabeth Teissier, astrologue de son état, est un escroc ne nécessite pas de profondes études d'épistémologie.

Il faut ajouter un autre attribut, au moins aussi important et curieusement moins

souvent évoqué : l'imbrication d'une théorie ou d'une hypothèse dans le reste des connaissances. Cette imbrication lui procure en quelque sorte un poids effectif supérieur à la force de ses seuls succès locaux. En d'autres termes, le poids d'une connaissance intégrée s'alourdit du poids de toutes les autres. Une image très parlante de cet enchevêtrement des connaissances : quelquefois on peut changer dans une grille de mots croisés un mot au prix de petites modifications locales, mais généralement tout est à refaire. Ainsi, des journalistes peuvent sans état d'âme titrer sur la mémoire de l'eau³ ou la vitesse des neutrinos (particules élémentaires) supérieure à celle de la lumière, la communauté scientifique, effrayée par la chaîne des conséquences, est plus réservée.

Conservatisme de la science ? Peut-être, mais c'est aussi l'exigence qu'à affirmation exceptionnelle, il faut des preuves exceptionnelles. N'oublions pas que cette même communauté aura finalement accepté rapidement la mécanique quantique⁴ avec son cortège de résultats stupéfiants (chat de Schrödinger mort et vivant, un électron passant par deux trous à la fois, etc.), qu'elle affirme qu'une mystérieuse matière noire encore indécélée constitue 80 % de la matière existante, que l'écrasante majorité de l'énergie de l'Univers, l'énergie brune, nous est inconnue, etc.

Bien sûr la science est conservatrice, le rôle des privilèges, des pouvoirs personnels ou des intérêts d'école existe. Mais il n'est pas décisif à terme. Ce qui fait la force de ce conservatisme est la nécessité pour toute nouvelle théorie de faire ses preuves. L'épisode de la « mémoire de l'eau » et celui de la « fusion froide »⁵ prouvent cependant la relativité de ce conservatisme. Ces deux « découvertes », bien que farfelues, ont été sérieusement étudiées.

Cette attitude des scientifiques fait écho au célèbre pari de Pascal sous sa meilleure variante : une proposition même avec une probabilité très faible d'être vraie, mais avec un possible gain colossal (intellectuel et – ne l'oublions pas – matériel) vaut la peine d'être testée. Aucune barrière psychologique et aucun conservatisme scientifique ne peuvent résister à cet attrait. Après tout, ce n'est pas parce qu'on ne sait pas expliquer un phénomène qu'il faut en nier l'existence : on a trouvé les propriétés

curatives de l'aspirine bien avant qu'on en ait compris le mécanisme...

Dans les sciences sociales, où l'administration de la preuve est plus difficile et les intérêts sociaux plus présents, il est, plus que dans les sciences dites « dures », tentant de défendre l'idée d'une « vérité de classe », ou de sexe ou de culture. C'est une impasse qui laisse la rationalité aux mains de nos adversaires. Nous reviendrons certainement sur ce sujet très controversé au NPA et dans ses franges. □

Sans la supposée efficacité des prières, pas de religion de masse possible... DR.



¹ Ces mauvaises raisons s'appuient toujours sur l'Autorité. Dans le passé, c'était celle d'Aristote et/ou de l'Eglise et du Livre saint. On en a connu des résurgences modernes avec la pensée de Staline et le petit livre rouge de Mao.

² Ce qui est curieux : Dieu étant infiniment savant et juste, en quoi l'homme peut-il lui demander de modifier son attitude ? En fait, c'est l'homme qui a créé Dieu à son image et non l'inverse !

³ En juin 1988, la revue Nature publiait un article dans lequel le docteur Benveniste soutenait qu'une solution diluée au point de ne plus contenir de molécule de soluté conservait néanmoins une activité biologique (la dégranulation des basophiles). Tout se passait donc comme si l'eau se souvenait d'avoir jadis contenu un soluté maintenant disparu, évoquant pour ainsi dire une « mémoire de l'eau ». Enfin, l'homéopathie avait trouvé un fondement scientifique !

⁴ La mécanique quantique est la branche de la physique qui a pour objet d'étudier et de décrire les phénomènes fondamentaux à l'œuvre dans les systèmes physiques, plus particulièrement à l'échelle atomique et subatomique. Elle fut développée au début du XX^e siècle afin de résoudre différents problèmes que la physique classique échouait à expliquer.

⁵ Deux scientifiques, Pons et Fleischman, ont cru voir, en mars 1989, un dégagement anormal de chaleur au cours d'une électrolyse, interprété par eux comme prouvant une fusion nucléaire à température ordinaire. Il y avait là une potentialité d'énergie propre pratiquement inépuisable.

A PROPOS DU RELATIVISME

La science n'est pas un « discours » comme un autre

PAR HUBERT KRIVINE



Albert Einstein. DR.

On connaît son influence dans le champ politique, où la dite « fin des idéologies » lui a donné depuis plus de vingt ans une nouvelle vigueur. On sait moins les dégâts que le relativisme peut produire dans le domaine du débat scientifique...

La validité des connaissances scientifiques, fondée sur l'enchevêtrement de beaucoup de théories et d'expériences, est radicalement mise en question par les tenants (ou les héritiers) du « programme fort », pour qui « le contenu de n'importe quelle science est social de part en part ». Avec – hélas ! – un grand pouvoir de séduction à l'extrême gauche. Et ce, malgré les déboires de « la science prolétarienne » qui affirmait la supériorité de la science stalinienne, parce que d'origine prolétarienne, sur la science bourgeoise.

À des variantes près, Bruno Latour, dans son livre *La Science en action* (La Découverte, 2005), s'était fait le chantre de ces conceptions. Nous ne sommes pas certains que Latour continue aujourd'hui encore à flirter avec ce courant relativiste, mais son livre a eu un grand écho national et international.

DU TRIVIALEMENT VRAI AU TRIVIALEMENT FAUX

Synthétiquement, ce courant de pensée considère naïf de faire intervenir la Nature – c'est-à-dire l'expérience – comme arbitre des controverses scientifiques ; ou, plus subtilement, ne la considère que comme un argument rhétorique supplémentaire. La notion de « vérité » scientifique serait une naïveté, voire une imposture. A la limite, ce sont les scientifiques qui fabriqueraient les objets qu'ils croient « découvrir » (les faitiches). Citons Bruno Latour (*La Recherche*, n° 307) qui s'interroge gravement sur la validité d'affirmer que Ramsès II était mort de tuberculose puisque le bacille de Koch (le BK) n'avait pas été inventé à l'époque :

« La réponse de bon sens (...) consiste à dire que les objets (bacilles ou ferments) étaient déjà là depuis des temps immémoriaux, et que nos savants les ont simplement tardivement découverts (...) Dans cette hypothèse, l'histoire des sciences n'a qu'un intérêt fort limité. »

Si on refuse « la réponse de bon sens », qu'est-ce qui décide alors de la validité d'une proposition ou de la clôture d'une controverse ? Ce serait le rapport de forces entre les différents réseaux hommes (et machines) protagonistes du débat. En effet, les chercheurs, nous affirme Bruno Latour (in *La science en action*), « n'utilisent pas la nature comme un juge extérieur et, comme il n'y a aucune raison d'imaginer que nous sommes plus intelligents qu'eux, nous n'avons pas, nous non plus, à l'utiliser. »

Mais, comme en politique, l'explication par « le rapport de forces » est une lapalissade. Elle n'est jamais fautive : par définition, c'est le plus fort qui gagne. Typique encore est l'affirmation d'Isabelle Stengers (*Les concepts scientifiques*, Gallimard, 1991) : « Un concept n'est pas doué de pouvoir en vertu de son caractère rationnel, il est reconnu comme articulant une démarche rationnelle parce que ceux qui le proposaient ont réussi à vaincre le scepticisme d'un nombre suffisant d'autres scientifiques, eux-mêmes reconnus comme "compétents" ».

Comme souvent chez ces relativistes, on passe d'une trivialité vraie : « si le concept est reconnu », c'est bien qu'il y a « un nombre suffisant d'autres scientifiques » pour le faire, à une trivialité fautive : cette reconnaissance ne devrait rien à « son caractère rationnel ».

Latour comme Stengers ne prennent apparemment aucun risque et couvrent tout le champ du possible en affirmant que c'est le meilleur réseau qui gagne (le réseau de Ptolémée, puis celui de Copernic, puis celui de Newton, etc.), mais ils n'ont rien dit. En revanche, lorsqu'ils qu'ils racontent que la nature, c'est-à-dire l'expérience et l'imbrication dont nous avons parlé ne jouent qu'un rôle rhétorique d'appoint, ils disent quelque chose et ce quelque chose est faux. Formellement, bien sûr, une vérité scientifique se fait à partir d'une négociation, mais appuyée sur du dur : sa

vérification. Ce n'est pas une simple « opinion » : sans parler de la loi de la chute des corps, la relativité générale, par exemple, est testée des milliards de fois quotidiennement par les utilisateurs du GPS.

OUI, LES SAVANTS DÉCOUVRENT DES PROPRIÉTÉS DE LA NATURE, ILS NE LES CRÉENT PAS

Galilée avait osé affirmer, contre Aristote et le Saint Siège, que les montagnes de la Lune et les satellites de Jupiter n'étaient pas des artefacts de sa lunette. Il a finalement gagné parce que montagnes et satellites étaient bien là, tout simplement.

Tout simplement ? Mais les satellites de Jupiter et les montagnes de la Lune étaient là depuis des milliards d'années et personne ne les avait vus. Pour ce faire, il fallait de l'audace, une certaine curiosité et surtout disposer de la lunette inventée par les Hollandais. Audace, curiosité et lunettes ne tombent pas du ciel ; ce sont clairement les productions d'une société à un certain moment.

Mais ceci ne fait pas des montagnes de la Lune une construction sociale.

L'histoire de l'« hypothèse atomique » est analogue, même si la lunette qui a permis de « voir » les atomes est autre chose qu'un tube muni d'une lentille convergente à un bout et divergente à l'autre – pour ne pas mentionner la « lunette » (accélérateur de particules) qui a permis en 2012 de « voir » le boson de Higgs (particule élémentaire dont l'existence a d'abord été postulée). C'est à la construction de cette « longue vue » qu'on a assisté, pas à celle des atomes ! L'Amérique existait avant Christophe Colomb, comme les microbes avant Pasteur ou les atomes avant Perrin. Nous partageons donc patement « la réponse de bon sens » qu'on a pu les découvrir parce qu'ils existaient, à un moment et avec des moyens certes socialement déterminés.

POUR UN RELATIVISME BIEN PLACÉ

Les théories relativistes sont peu connues, et en tout cas sans influence, chez les professionnels de la science qui, de façon générale – et à tort –, se

désintéressent de sa sociologie². La popularité du relativisme scientifique ailleurs est due surtout au fait qu'il introduit une part de relativité dans l'examen de ce qui est un fourre-tout, appelé indifféremment science ou technoscience, qui va de la théorie de la relativité à la justification de la construction d'un métro Aramis en passant par les affirmations du Pentagone sur les missiles de croisière MX. Nous croyons effectivement qu'existe dans ce fourre-tout une distinction à opérer, distinction qui implique un relativisme certain.

Il y a d'une part la science conçue comme la somme des connaissances acquises et la recherche rationnelle de lois permettant de comprendre (et d'agir sur) les processus de la nature (voire de la société), laquelle aboutit à des résultats universels. Ces résultats sont indépendants de la personne de celui qui les énonce – même s'il est en général, aujourd'hui, mâle, blanc, écrivant l'anglais et d'origine sociale plutôt favorisée, même s'il travaille pour l'armée ou l'académie pontificale. Ces lois sont donc en principe testables par n'importe quelle fraction de la communauté humaine. Ce ne sont pas des vérités révélées ; elles peuvent être modifiées et le progrès scientifique consiste souvent, sur la base d'expériences ou d'une réflexion théorique plus poussée, à en élargir ou rétrécir les domaines d'application.

Il y a d'autre part les applications de cette science, qui vont de la bombe atomique au BCG en passant par l'utilisation des OGM. Relativiste, il faut l'être pour cette acception de la science : qui peut prétendre isoler les applications de la science des intérêts sociaux en jeu ?

Mais il ne faut pas se tromper de cible : Einstein qui a découvert la célèbre formule $E=mc^2$ n'est pas plus responsable par cette formule³ du lancement de la bombe atomique sur Hiroshima que Galilée ne l'est de l'écrasement d'un Boeing sous prétexte qu'il a découvert la loi de la chute des corps, $x=1/2 gt^2$. Relativiste, il faut l'être également vis-à-vis des déclarations de scientifiques, dont rien ne prouve qu'elles satisfassent aux critères de rationalité, surtout

quand les dits scientifiques s'expriment en dehors de leur domaine de compétence. La science est faite par les scientifiques, mais les scientifiques ne font pas toujours de la science.

Dans son livre, Bruno Latour mélange donc systématiquement des controverses scientifiques et d'autres qui ne le sont pas. De ce point de vue, on peut le lire avec profit pour apprécier comment l'administration Bush a utilisé toute sorte de subterfuges, d'alliances et de réseaux pour vendre l'existence d'armes de destruction massive en Irak. Cet immense jeu de rôles qui nous est présenté comme de la science en action – où revient d'ailleurs inlassablement l'expression « mise en scène » – a en effet l'avantage de décrire aussi bien la fabrication de « la fraude en action ». C'est la fameuse « symétrie » du « programme fort » qui propose d'analyser sur le même pied la fabrication des théories scientifiques et celle des mythes.

De fait, ces théories relativistes cristallisent une méfiance légitime envers l'impérialisme d'une vérité scientifique incontestable⁴, souvent convoquée pour justifier n'importe quelle barbarie. Face à la morgue de certains experts, toute désacralisation de la science est bonne à prendre. C'est en particulier le cas des mal nommées « sciences économiques », où l'administration de la preuve est difficile et le poids des intérêts économiques colossal.

UNE CONSÉQUENCE DU RELATIVISME

Nous leur avons donné de l'importance dans la mesure où elles en ont pour certains journalistes « savants » et décideurs politiques, voire pour certains enseignants. Sciences Po, par exemple, censé former nos futures « élites », avait choisi un sociologue comme directeur scientifique, Bruno Latour.

Ces théories ne sont pas directement responsables des politiques scientifiques actuelles, mais elles en constituent d'excellents compagnons de route. En effet, si le succès d'une théorie scientifique sur ses concurrentes est dû à la constitution d'un lobbying assurant



la meilleure publicité, voire la meilleure propagande, mieux vaut alors développer dans les universités le budget «com», assurer le meilleur réseau, développer la visibilité, la concurrence et l'«excellence».

Cette conception cynique d'une recherche mue par le désir de pouvoir se rapproche du coup d'un désir d'enrichissement personnel, d'où le rôle de la prime au mérite et la tendance à faire du facteur h le critère de la valeur d'un chercheur et du classement de Shanghai, celui d'une université. Dans cette période d'austérité, c'est un choix plus économique que celui d'une formation de masse et d'expériences coûteuses dont les résultats ne sont jamais garantis. Il ne s'agit pas de stopper la recherche, mais de la ramener à ce qu'elle vaut : un argument de plus dans la rhétorique de la compétition.

Le malheur voudrait que cette philosophie déviante devienne auto-réalisatrice. Alors, on ne formera plus des chercheurs, mais des gagnants ou des «communicateurs», visant à se faire une place sur un marché des connaissances. □

1 Attaché aux noms de David Bloor et Barry Barnes dans les années 1970.

2 Le physicien américain Steven Weinberg, qui ne s'en désintéressait pas, livre néanmoins – à propos de la philosophie en général – cette observation amère : « les intuitions de philosophes se sont révélées profitables aux physiciens, mais généralement de façon négative – en les protégeant des idées préconçues d'autres philosophes. »

3 Il est naïf de croire que cette formule ne sert qu'à rendre compte de l'énergie dégagée par la fission nucléaire ; l'équivalence entre la masse et l'énergie qu'elle stipule est un des fondements de toute la physique actuelle.

4 Répétons-le : presque par définition, toutes les vérités scientifiques sont contestables ; ce n'est pas leur faiblesse, mais leur force. Seules les vérités révélées ne le sont pas.

5 Ou h-index en anglais. Un scientifique avec un indice de h a publié h articles qui ont été cités au moins h fois. Un seul nombre, donc, caractérise un chercheur, et les machines peuvent se charger du classement !

Galilée présentant ses découvertes à deux cardinaux. Peinture de Jean-Léon Huens. DR.



Bibliographie abrégée

Bruno Latour, *La science en action*, Gallimard, 1989.

Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Odile Jacob, 1997.

Jacques Bouveresse, *Prodiges et vertiges de l'analogie. De l'abus des belles-lettres dans la pensée*, Raisons d'Agir 1999.

Hubert Krivine, *La Terre, des mythes au savoir*, Cassini, 2011.

OGM : la preuve du doute? PAR DOMINIQUE CELLIER

L'affaire récente des « rats contaminés aux OGM » et ses suites ont posé centralement non seulement la question des OGM et des dogmes qui les entourent, mais aussi celle de la démarche et de la méthode scientifiques dans l'établissement de la preuve.

Tout le monde se rappelle la couverture choc du *Nouvel Observateur* daté du 20 septembre 2012 : « Oui, les OGM sont des poisons ! » Le dossier faisait référence à la publication, la veille par la revue *Food and Chemical Toxicology*¹, d'une partie des résultats de l'expérimentation menée secrètement sur 200 rats, pendant deux ans, par l'équipe du professeur de biologie moléculaire Gilles-Eric Séralini de l'université de Caen.

« Une bombe à fragmentation : scientifique, sanitaire, politique et industrielle. Elle pulvérise en effet une vérité officielle : l'innocuité du maïs génétiquement modifié »² titrait l'hebdomadaire en accompagnement des images terrifiantes des tumeurs et pathologies dont avaient été atteints les rats nourris au maïs transgénique³. L'événement était renforcé par la sortie simultanée de deux livres, « *Tous cobayes !* » de Gilles-Eric Séralini⁴ et « *La vérité sur les OGM* » de Corine Lepage⁵, du film « *Tous cobayes ?* » de Jean-Paul Jaud⁶ et du documentaire « *OGM : vers une alerte mondiale ?* » de Clément Fonquerine et François Le Bayon⁷.

Il s'ensuivit une campagne médiatique intense, une controverse scientifique internationale, une campagne massive de soutien face à un déchaînement inquisitoire contre les auteurs, un

mouvement de panique dans les milieux institutionnels. Soutien inconditionnel des militants anti-OGM, attaques tous azimuts des pro-OGM... Bref chacun était censé choisir son camp : « si tu n'es pas avec moi, tu es contre moi ! »

Mais cette vision binaire laissait beaucoup de citoyens, de militants associatifs, de scientifiques mal à l'aise face aux questions que la controverse soulevait. Devant les mystifications, mensonges, compromissions, conflits d'intérêts et la confidentialité des dossiers, la réponse des images chocs et d'une couverture médiatique spectaculaire fait souvent plus appel à l'adhésion émotionnelle qu'à la réflexion critique qui doit s'appuyer sur le raisonnement et la connaissance.

Toute démarche scientifique et/ou citoyenne sur les OGM doit d'abord préciser de quoi on parle, d'où on parle et formuler les questions qui soulèvent débat et doivent être tranchées par la société en toute transparence et démocratie. La mobilisation citoyenne contre certaines utilisations des OGM ne peut tirer sa force que de l'explication et la compréhension, en faisant appel à l'intelligence plutôt qu'à l'affect et aux arguments d'autorité.

DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le titre du *Nouvel Observateur* entretient une première confusion car il ne s'agit pas de tous les OGM, mais d'une étude portant sur une plante transgénique destinée à l'alimentation animale et humaine. Mettre tous les OGM dans le même sac arrange bien les lobbys pro-OGM en leur permettant de tout mélanger pour en justifier certains (les OGM agricoles) en se servant des autres (fabrication de médicaments, de vaccins, recherche scientifique...).

Ne pas préciser de quoi on parle, ce qui est en débat, c'est risquer de voir se développer cette confusion, déclencher des peurs irrationnelles, laisser cours à des mystifications faisant passer pour de la science ce qui n'est que des technosciences.

Il faut séparer les différents domaines

DR.





d'utilisation et d'application des OGM, qui sont de nature fondamentalement différente selon qu'ils sont utilisés ou développés en milieu confiné (laboratoires, fermenteurs ...) ou en milieu ouvert comme les OGM agricoles, destinés à être disséminés dans l'environnement pour la consommation humaine et/ou animale. Ne mélangeons pas la recherche fondamentale, le domaine médical et pharmaceutique, les différents secteurs industriels et enfin l'agroalimentaire. Les OGM agricoles soulèvent des questions spécifiques qu'il faut avoir le courage de débattre sans se réfugier derrière la confusion. Une autre différence réside dans leur finalité. Par exemple, quand on utilise une bactérie pour produire de l'insuline, ce n'est pas la bactérie qui nous intéresse mais l'insuline qui sera extraite et purifiée, ce qui suppose le sacrifice de la bactérie transgénique: l'OGM est dans ce cas un outil, un moyen et non une fin. Les OGM agroalimentaires, les PGM (plantes génétiquement modifiées), en revanche, ne sont plus des outils de génie génétique mais une fin en soi. Elles sont utilisées comme des organismes à part entière. Les PGM ont exactement le même devenir que leurs homologues non transgéniques ; elles seront plantées ou semées, cultivées, récoltées et consommées par les animaux ou les humains. Cette différence fondamentale soulève des questions sanitaires, environnementales, éthiques, sociales et économiques auxquelles on se doit de répondre avant de prendre la planète en otage et de la transformer en paillasse de laboratoire.

LES OGM AGROALIMENTAIRES : LES PGM

L'objet du débat est donc les *plantes génétiquement modifiées*, non pas celles qui sont du domaine du rêve ou de la promesse, mais celles qui existent réellement aujourd'hui.

Depuis plus de 15 ans que des PGM sont cultivées sur la planète, on nous promet des plantes miracles qui pourraient pousser sans eau ou dans des milieux salins, qui pourraient fixer l'azote de l'air, seraient plus riches en vitamines, aux qualités gustatives améliorées, etc. Mais dans les faits, les PGM cultivées sont toujours, dans leur quasi totalité, des plantes dites pesticides et cette situation sera encore vraie dans les années à venir. En effet, plus de 99 % des

PGM cultivées sont des plantes qui soit produisent elles-mêmes leur propre insecticide pour lutter contre un insecte ravageur (par exemple les plantes *Bt*), soit tolèrent un herbicide sans mourir (plantes *Roundup-Ready®* ou *Liberty-Link®*), soit possèdent deux ou plus de ces propriétés.

Si on se réfère aux statistiques de l'ISAAA⁸, au cours de l'année 2011, ce sont 160 millions d'hectares qui ont été cultivés en PGM sur la planète, l'essentiel sur le continent américain (139 millions d'ha soit 87%), moins de 120 000 ha en Europe (principalement du maïs *Bt* en Espagne). Quatre plantes représentaient à elles seules 159,3 millions d'hectares (Mha) soit 99,6 % des PGM cultivées: le soja (75,4 Mha, 47,1 %), le maïs (51 Mha, 31,9 %), le coton (24,7 Mha, 15,4 %) et le colza (8,2 Mha, 5,1 %). La presque totalité de ces plantes ont été génétiquement modifiées soit pour produire un insecticide (15 %), soit pour tolérer un herbicide (59 %), soit pour posséder plusieurs de ces propriétés (26 %). Au cours de l'année 2012, à part une augmentation de 6 % des surfaces cultivées en PGM, leur localisation et leur nature ont peu évolué.

Les PGM cultivées sont donc des plantes

qui produisent ou tolèrent un ou plusieurs pesticides. Et, contrairement à ce qui est souvent dit par leurs promoteurs, elles ne sont pas écologiques. Les plantes *Bt* produisent un insecticide, les plantes *Roundup-Ready®* tolèrent un herbicide qui a vocation à être utilisé et à s'accumuler dans la plante. Selon un rapport de Charles Benbrook⁹ pour Greenpeace, la culture de PGM tolérant les herbicides conduirait à une hausse de l'utilisation de ces derniers. En 2010, des études scientifiques et témoignages sur la résistance des adventices (mauvaises herbes) aux herbicides conduisaient le Congrès étatsunien à mener des auditions sur le sujet. Monsanto proposait alors d'offrir un rabais pour les agriculteurs multipliant les herbicides contre les herbes résistantes au *Roundup*. Depuis, le gouvernement subit l'assaut des lobbys pour autoriser des PGM tolérant des herbicides à base de principes actifs autres que le *glyphosate*¹⁰, comme le 2,4-D¹¹, pour tenter de se débarrasser des «mauvaises herbes» rendues tolérantes.

LES CARENCES D'ÉVALUATION DES PGM

La réalité actuelle des *plantes génétiquement modifiées* est de nature pesticide et

soulève, à ce titre, des interrogations relatives aux risques éventuels qui doivent être identifiés et évalués. Ces questions concernent les scientifiques, les citoyens de toute la planète, les paysans qui sont en première ligne. De par la nature des problèmes, cette évaluation doit être transdisciplinaire et transversale dans la société. Les carences actuelles d'évaluation ne peuvent que contribuer à entretenir la méfiance, la confusion, laisser libre cours aux mystifications et/ou peurs collectives émotionnelles, aux procès inquisitoires.

Malheureusement, ces PGM pesticides sont peu, mal ou simplement pas évaluées.

Au niveau environnemental et sanitaire (humain et animal) :

Les plantes produisant un ou plusieurs insecticides (par exemple *Bt*) permettent certes de moins pulvériser d'insecticide mais elles synthétisent elles-mêmes, tout le temps et partout en quantités incontrôlables, un nouvel insecticide. Quelle est la nature de l'insecticide produit par la plante? Quelles sont ses différences avec celui produit naturellement par la bactérie? En quelle quantité? Quel est le

devenir de l'insecticide dans la chaîne alimentaire et dans l'environnement? Quels sont les effets sur la faune? Quels sont les risques de sélection d'insectes résistants à l'insecticide?

Quant aux plantes tolérant un herbicide (par exemple *Roundup-Ready®*, *Liberty-Link®* ou les plantes mutées¹²), elles permettent de pulvériser l'ensemble des cultures concernées afin de supprimer les dites *mauvaises herbes* sans avoir à prendre de précaution (rampes tractées, hélicoptères, hydравиions). Ces plantes ont provoqué une augmentation de la vente et de l'utilisation d'herbicides dans les pays où elles sont cultivées à grande échelle (États-Unis, Brésil, Argentine et Canada). Cette tolérance signifie que l'herbicide pénètre dans la plante sans entraver sa croissance avec un risque d'accumulation des principes actifs, des adjuvants et des produits de dégradation. Quel est l'avenir de ces herbicides dans l'environnement? Quels en sont les effets? Quel impact sur la santé de celles et ceux qui les cultivent et/ou les consomment (humains et animaux)? Quels sont les risques de contamination des cultures traditionnelles et/ou biologiques par ces PGM?

Au niveau social, économique et éthique : Les PGM sont avant tout développées pour une agriculture productiviste et intensive dont on connaît les ravages aujourd'hui. Qui les a demandées? Qui a décidé de nous les imposer? Le breveteage de ces plantes permet aux multinationales qui les produisent de contrôler les ressources, les semences et leurs cultures: «*Qui contrôle l'alimentation, contrôle la planète et ses populations!*» comme on entend souvent. Elles remettent en cause le droit des paysans de reproduire librement les plantes et les animaux et provoquent l'asservissement sinon la ruine de ces derniers.

De nombreuses alertes depuis plusieurs années ont mis en évidence les carences d'évaluation des différentes instances européennes ou françaises: conflits d'intérêts, absence de transparence concernant l'évaluation des risques, faiblesse et confidentialité des dossiers, tests d'évaluation faits par les entreprises elles-mêmes, absence d'indépendance, etc.

Cette situation de carence ou de refus des industriels et des experts de mener de véritables études de longue durée a justifié la décision du CRIIGEN¹³ et de l'équipe de G-E. Seralini d'en mener une, inédite par sa durée (supérieure

aux trois mois généralement admis pour autoriser un OGM en Europe), les différents régimes et l'ensemble des paramètres chimiques, hématologiques, biochimiques et hormonaux mesurés. Sur ce point, bien que n'apportant pas la démonstration de la une du *Nouvel Observateur*, cette étude a posé les bonnes questions malgré ses limites, ses faiblesses qu'il faut avoir l'honnêteté de reconnaître: *que connaît-on vraiment des conséquences à long terme des plantes génétiquement modifiées?*

NOM DE CODE IN VIVO!

Cette étude concernant une seule PGM, le maïs *Roundup-Ready® NK603*, ne peut en aucun cas être assimilée à une expérience scientifique académique de laboratoire ou à une expertise institutionnelle en vue d'une homologation. Les conditions n'étaient pas les mêmes: coût et financement (3 M€ à trouver), refus de la firme Monsanto de vendre à des fins de recherche des semences PGM à propriété brevetée, difficulté à disposer de ces dernières et de leur équivalent isogénique, les cultiver, récolter et rapatrier, faire fabriquer dans le secret les aliments, sélectionner les 200 rats de laboratoires «*Sprague Dawley®*», choisir un laboratoire certifié garantissant la sécurité de l'expérience et les analyses pendant les deux années de l'étude. Est-il normal de financer et de devoir travailler pendant deux ans dans la clandestinité pour une question de santé publique qui concerne toute la planète?

Les auteurs se sont longuement expliqués sur la difficulté dans ces conditions à respecter les normes, les bonnes pratiques de laboratoire et la traçabilité, à assurer la sécurité de l'étude. Sans tomber dans le thriller ou le roman d'espionnage du nom de code *In Vivo* (ce qui malheureusement à trop souvent eu lieu), il est important de souligner cet aspect car il a conditionné en partie les limites et insuffisances du plan d'expérience.

Le bilan? Glaçant: «*Après moins d'un an de menus différenciés au maïs OGM, confie le professeur Seralini, c'était une hécatombe parmi nos rats, dont je n'avais pas imaginé l'ampleur*»¹⁴. Il dénonçait un risque accru de tumeurs mammaires et d'atteintes hépato-rénales pour les rats nourris avec le maïs génétiquement modifié NK603, associé ou pas à l'herbicide *Roundup*.

CRITIQUES ET LIMITES DE L'ÉTUDE

Dès la publication, le gouvernement



Champ de maïs OGM. DR.



français annonçait vouloir revoir les procédures d'homologation des OGM, les opposants aux OGM réclamaient un moratoire et les agences sanitaires étaient saisies. Mais la contre-offensive largement orchestrée s'est rapidement déclenchée. En Europe, l'EFSA (Agence européenne de sécurité des aliments), en France l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire) ainsi que le Haut-conseil des biotechnologies (HCB) ont réfuté les conclusions du professeur Séralini, en évoquant notamment le nombre et le type de rats retenus dans l'étude ainsi que les analyses statistiques présentées dans l'article. Une campagne haineuse était orchestrée, allant des pressions pour que la revue retire la publication jusqu'au dénigrement, aux menaces et insultes.

Mais si ces lanceurs d'alerte doivent être défendus et protégés, il faut aussi accepter de reconnaître et analyser les limites et faiblesses de cette étude. Il ne s'agit pas d'aller hurler avec les loups, ni d'utiliser les arguments et méthodes de ceux qui, compromis par leur comportement, feraient mieux de commencer par se les appliquer à eux-mêmes et aux dossiers qu'ils n'auraient jamais dû autoriser: deux poids, deux mesures – « faites ce que je dis mais pas ce que je fais ! »

En l'absence de l'ensemble des données, on ne peut se contenter de parler du contenu de l'article publié. Les limites et insuffisances du plan d'expérience viennent d'abord, comme abordé avant, des conditions mêmes dans lesquelles allait être faite l'étude et aux pratiques usuelles et recommandations des autorités: groupes de 10 rats, race de rats *Sprague Dawley*¹⁵.

Compte tenu de ces remarques, le plan d'expérience aurait dû tenir compte des limites imposées par le financement afin de garantir une interprétation fiable des résultats. Donnons un exemple: on dispose d'une pièce non truquée que l'on jette 10 fois et on obtient 2 piles et 8 faces. La probabilité d'obtenir un écart aussi grand est d'environ 11 %. Cette dernière est trop élevée pour que, si cet événement arrive, on puisse affirmer que la pièce est truquée: ce résultat peut très bien être dû au hasard du jeu. Il était donc prévisible que le choix de groupes de 10 rats ne pourrait pas permettre de conclure que « les différences observées sont significatives ». Les résultats ne

pouvaient alors pas apporter une preuve même s'ils mettaient en évidence des indices qui nécessitaient d'être analysés. Il aurait fallu pour cela limiter l'architecture de l'expérimentation pour garantir des effectifs plus importants dans chacun des groupes expérimentaux. Cette question conditionnait à son tour les analyses et méthodes statistiques. Ces dernières se définissent *a priori* en amont, en fonction de la question posée, conditionnent la planification de l'expérience et ne s'adaptent pas en fonction des observations expérimentales.

Il va alors de soi que l'analyse statistique proposée dans l'article souffre de ces limites. La description de la survie des rats et de l'apparition des pathologies reste partielle et ne peut être interprétée comme significative d'un point de vue statistique, même si elle doit être prise au sérieux. Seule une reproduction de l'expérience avec un plan d'expérience mieux adapté pourra apporter des éléments de réponse. Rappelons que les statistiques ne sont là que comme aide à la décision, en indiquant et contrôlant les risques d'erreur dans l'interprétation des résultats (et dans le cas présent ils sont importants). Ces remarques valent aussi pour l'analyse statistique des données concernant les paramètres biochimiques, sanguins, urinaires et hormonaux.

Certes, la publication ne prend appui que sur une partie limitée des données expérimentales, dont la totalité n'a pas encore été rendue publique. On peut espérer qu'elles le seront prochainement et qu'on pourra alors y voir plus clair.

ET MAINTENANT ?

Toute conclusion serait à l'heure actuelle hâtive. La publication de ce premier article sur l'étude a eu un effet immédiat dans le débat de société sur les OGM: le dogme de la maîtrise d'expertise et de l'innocuité des PGM a été remis en question. Malgré ses limites et ses faiblesses, il a fait bouger les lignes: l'évaluation et la responsabilité des risques, les cadres d'expertise, les conflits d'intérêt, la confidentialité des dossiers et le libre accès aux données expérimentales de ces derniers, la durée et les modalités d'évaluation. Tous ces éléments sont *de facto* remis à plat, ainsi que le rôle des scientifiques et des experts, leurs rapports avec la société dans l'évaluation des risques

et la preuve de ces derniers.

Les réponses et les solutions ne pourront être trouvées que dans une approche citoyenne, démocratique et transparente. Plus fondamentalement, est posée la question de la démarche et la méthode scientifique dans l'établissement de la preuve d'une idée dont on serait a priori convaincu qu'elle est juste: ne confondons pas conviction personnelle et preuve scientifique. □

1 Séralini G.E. et al. (2012). Long term toxicity of a Roundup herbicide and a Roundup-tolerant genetically modified maize. Food and Chemical Toxicology. Vol. 50, Issue 11, nov. 2012, p. 4221-4231.

2 Le Nouvel Observateur n° 2498 du 20 septembre 2012.

3 Mais OGM Roundup-Ready® dit « NK 603 » (NK=Natural Killer) produit par la firme Monsanto.

4 Séralini, G.E. (2012). Tous cobayes! OGM, Pesticides, Produits chimiques. Flammarion, Paris.

5 Lepage, C. (2012). La vérité sur les OGM, c'est notre affaire! Editions Charles Léopold Mayer, Paris.

6 Jaud, J.P. (2012). Tous cobayes? J+B Séquences.

7 Fonquernie, C. et Le Bayon, F. (2012). OGM: vers une alerte mondiale? Lieurac Productions.

8 ISAAA: The International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications: <http://www.isaaa.org/>

9 http://www.greenpeace.org/international/Global/international/publications/agriculture/2012/GI_Herb_Use_FINAL_10-18-12.pdf

10 http://www.huffingtonpost.com/%202012/04/26/enlist-dow-agent--orange-corn_n_1456129.html

11 Acide 2,4-dichlorophénoxyacétique: désherbant sélectif contre les mauvaises herbes, c'était un constituant de l'agent orange, herbicide utilisé à large échelle durant la guerre du Vietnam.

12 Par exemple Le tournesol Expressun de Pioneer obtenu par mutagenèse chimique tolérant l'herbicide rétribution-méthyl, le colza Ice-field de BASF tolérant les herbicides dégazolines ou le tournesol Ice-field de BASF, tolérant les herbicides dégazolines (Pulsar® 40). Il aurait été obtenu par croisement avec des tournesols sauvages américains tolérant l'Amazonie.

13 CRIIGEN: Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique – <http://www.criigen.org/>

14 Le Nouvel Observateur n° 2498 du 20 septembre 2012, page 69.

15 *Sprague Dawley*: souche de rats albinos utilisés lors d'expérimentations en laboratoire, sélectionnés pour leur physiologie proche de celle de l'homme: http://www.taconic.com/user-assets/documents/spraguedawley_booklet.pdf

Une histoire de l'UTCL PAR LOUIS ROUQUET

Fondé en 1991, le groupe Alternative libertaire s'inscrit « dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier », dont il reprend « les idées forces, sans pour autant rejeter les acquis positifs d'autres courants ». Il affirme hautement ne pas avoir été créé « pour ressasser en boucle une doctrine anarchiste invariante, mais pour adapter le combat révolutionnaire aux données modernes de la lutte des classes ». Le groupe est issu d'une fusion entre l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) et le Collectif Jeunes libertaires (CJL) après leur autodissolution.

A priori, on pourrait craindre qu'une histoire de l'UTCL, l'ancêtre d'Alternative libertaire, publiée par les éditions d'Alternative libertaire pose un problème: l'histoire des organisations politiques par elles-mêmes, ou tout du moins par un de leur membre, édité par leur organisation, n'a bien souvent pas été une garantie d'objectivité. Or, ici, il n'en est rien!

Issu d'un master dans le cadre du Centre d'histoire sociale de l'Université Paris I, ce livre présente la première histoire d'un petit groupe de lycéens parisiens devenus de jeunes travailleurs qui militent dans l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste) au début des années 1970 et vont en constituer la minorité. Après avoir subi l'épreuve du feu lors des grandes grèves de 1974 (PTT, banques) et trouvé un point d'ancrage dans un syndicalisme de lutte, ces militants sont exclus de l'ORA en avril 1976 alors que cette dernière néglige de plus en plus l'implantation en entreprises, et que des tendances anti-syndicalistes commencent à s'y faire jour. Ils forment aussitôt le Collectif pour une Union des travailleurs communistes libertaires, qui édite la revue *Tout le pouvoir aux travailleurs* jusqu'en 1982, puis *Lutter* jusqu'en 1990.

UNE BOUSSOLE: LE SYNDICALISME DE LUTTE

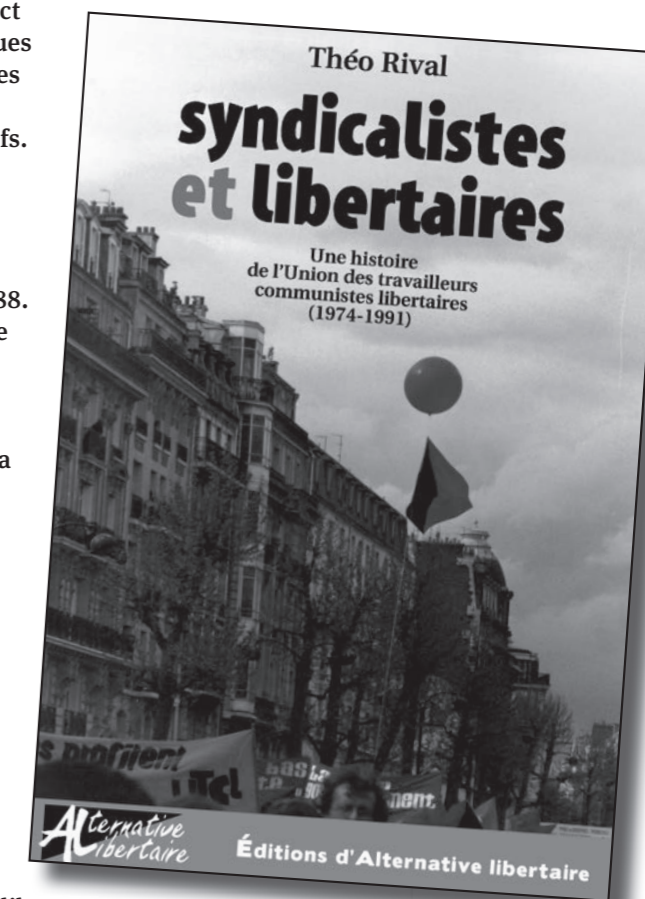
Selon un ordre chronologique, Rival suit l'évolution de l'UTCL comme tendance de l'ORA de 1974 à 1976, puis comme organisation jusqu'en 1981, et enfin comme réseau jusqu'en 1991. En effet,

désireux d'affirmer une action libertaire dans les entreprises et de s'implanter durablement, ces militants – un petit groupe de postiers, cheminots, enseignants, employés de banque, personnels au sol d'Air France-Air Inter et, moins nombreux, à EDF et dans la métallurgie – privilégient leur engagement syndical, principalement dans la CFDT, l'« auberge espagnole de l'après Mai » 1968.

Celle-ci entame une longue chasse aux sorcières contre les partisans d'un syndicalisme de masse et de classe. Malgré leur petit nombre, les militants de l'UTCL vont réussir à tenir dans une période de recul des luttes sociales en s'appuyant sur une conception qui mêle les traditions communiste libertaire et syndicaliste révolutionnaire

pour les renouveler au contact du réel, en sortant des logiques d'appareil ou de groupuscules et en s'appuyant sur les travailleurs les plus combattifs. Il en est ainsi pour deux événements d'inégale importance, la Marche pour l'unité du 1^{er} mai 1980 et la fondation de SUD-PTT en 1988. La riche partie documentaire qui occupe la moitié du volume, augmentée d'un cahier iconographique, présente des textes tirés de la presse de l'UTCL sur les événements évoqués et des documents et témoignages, parmi lesquels on retiendra les entretiens avec les animateurs historiques du groupe. Ceux-ci permettent d'évoquer brièvement les autres secteurs d'intervention de l'UTCL (femmes, immigration, antimilitarisme, anticolonialisme, solidarité avec les syndicats libres en URSS et en Europe de l'Est) et les grands moments de sa réflexion (colloque de 1981, « De Cronstadt à Gdansk, soixante ans de résistance au capitalisme d'Etat »; colloque-forum sur le syndicalisme révolutionnaire: « À la recherche d'une alternative ouvrière »).

Les structures de la gauche de la CFDT qu'animent les militants de l'UTCL, ou auxquelles ils participent, sont exclues, comme à Air Inter en 1984 ou encore aux PTT en 1988. Ils participent alors à une nouvelle phase de l'histoire du syndicalisme français qui va voir l'apparition d'un nouvel acteur: Solidaires et les syndicats SUD. Un simple master ne pouvait être l'ouvrage définitif sur le sujet, mais ce livre a le double mérite d'apporter un éclairage essentiel sur la trajectoire d'une organisation méconnue et de présenter des matériaux d'importance pour une histoire de la permanence et du renouvellement du syndicalisme d'action directe dans les années 1970-1980. □



Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires (Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires 1974-1981)*, Editions d'Alternative libertaire, 2013, 208 p., 12 €.

Vers un retour de la question révolutionnaire ?

PAR UGO PALHETA

Il est au moins deux manières de juger le livre *Premières mesures révolutionnaires* que viennent de faire paraître Eric Hazan (propriétaire des excellentes éditions La Fabrique) et Kamo¹. On peut insister sur la vigueur salutaire de l'appel à s'organiser pour rompre avec l'ordre existant et à reposer la question révolutionnaire, en un moment où la triple crise du capitalisme – économique, politique et écologique – remet à l'ordre du jour l'alternative entre communisme et barbarie. Mais on ne saurait passer sous silence les limites de cet ouvrage, qui ne fait qu'effleurer les problèmes stratégiques auxquels sont confrontés celles et ceux qui – ici et maintenant – prennent parti et luttent pour changer le monde.

S'il en est ainsi, c'est que la volonté de ne pas se satisfaire de réponses prémâchées à la question révolutionnaire est aussi à l'origine de la principale faiblesse de l'ouvrage. En effet, à ne pas prendre au sérieux les débats stratégiques du 20^e siècle, ouverts notamment par la Révolution russe, on risque de reconduire sans le savoir les erreurs commises lors des situations

révolutionnaires du passé, ne serait-ce que la sous-estimation des dangers divers qui guettent toute révolution : dégénérescence bureaucratique, contre-révolution, montée de courants fascistes, etc.

Si la volonté de « trouver de nouveaux points d'appui » (p. 8) est non seulement louable mais nécessaire, encore faudrait-il préciser ce qui, dans les doctrines et mouvements révolutionnaires passés, doit être abandonné et ce qui, à l'inverse, conserve pour nous une actualité. A défaut, le spectre des échecs passés a toutes les chances de ressurgir sous la forme d'une incapacité à nous orienter dans les situations révolutionnaires à venir.

Plusieurs points centraux de cet ouvrage doivent donc être critiqués, qui

concernent aussi bien l'analyse de la situation sociale et politique dans laquelle nous nous trouvons que l'orientation nécessaire à ceux et celles qui aspirent à rompre avec le capitalisme et à construire une société tout autre, « où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Marx et Engels).

RÔLE ET POIDS DE L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

Tout d'abord, si l'on suit les auteurs de l'ouvrage, l'ordre existant est si affaibli et son existence si précaire qu'il ne tient pour ainsi dire sur rien d'autre que la violence et la coercition (« il a renoncé à tout argument, hormis celui de la force » est-il écrit en quatrième de couverture). Les peuples n'auraient en effet plus guère d'illusions à l'égard du système qui les opprime et des justifications qu'en donnent économistes, experts et autres éditocrates : « leurs boniments (...) ne suscitent que moqueries » (p. 20). Que les idées des classes dominantes ne soient pas accueillies passivement par des individus aveugles, c'est l'évidence. L'idéologie dominante n'est jamais toute-puissante, mais elle est dominante en ce sens qu'elle parvient à entraver l'expression politique autonome des classes dominées et à faire passer pour évidentes les catégories de l'économie bourgeoise (pensons aux mystifications relatives au « coût du travail », au « trou de la Sécu » ou à la prétendue nécessité de rembourser la « dette publique »). En effet, dans les consciences de chacun cohabitent presque toujours l'adhésion à des pans entiers de l'idéologie dominante, et la mise à distance – par l'ironie ou la critique – du discours patronal. C'est pour l'essentiel le niveau et l'issue des luttes sociales qui, en définissant le rapport de forces politique et idéologique entre les classes, va déterminer les flux et les reflux de la conscience, soit dans le sens d'une pénétration des idéologies dominantes, soit au contraire vers une prise de conscience par les classes dominées de leur capacité à secouer le joug qui les opprime. En lien avec le diagnostic pour le moins « optimiste » qu'ils formulent, les

auteurs succombent à un catastrophisme prophétique bien fait pour disposer à l'inaction. Nous serions ainsi à deux doigts d'une « évaporation du pouvoir » (p. 31), d'un « écroulement de l'appareil de domination » (p. 36), ou encore d'un « évanouissement de l'appareil d'Etat » (p. 56). A quoi bon, en ce cas, s'organiser, se coordonner et se mobiliser si le système a toutes les chances de s'effondrer de lui-même, par la conjonction et l'amplification de ses propres contradictions ?

APPAREILS D'ETAT ET COORDINATION INTER-CAPITALISTE

En outre, il suffit d'avoir en tête les luttes massives menées par les opprimés dans plusieurs pays d'Europe ravagés par les politiques d'austérité depuis l'éclatement de la crise financière (Grèce en tête), pour s'apercevoir que d'« évaporation », d'« écroulement » ou d'« évanouissement », il n'est nullement question. L'ordre du jour est bien davantage à la construction de mouvements capables d'opposer un pouvoir populaire aux classes dominantes, organisées dans le cadre des Etats nationaux, de l'Union européenne et des organisations internationales.

Si les appareils d'Etat ne se sont nullement effondrés et que les économies ne s'écroulent pas totalement, c'est que les classes dominantes ont appris des crises précédentes, et notamment de la crise de 1929. Non seulement les effets de la crise sont atténués par ce qui reste des systèmes de protection sociale conquis par les mouvements ouvriers, mais le niveau de coordination des politiques économiques s'est considérablement renforcé entre les puissances capitalistes par rapport aux années 1930, comme se sont perfectionnés les moyens de persuasion douce et de surveillance étroite dont disposent les Etats.

Les effets politiques de la récession ont donc pu être atténués et ne se sont nullement accompagnés, du moins pour l'instant, d'un effondrement des Etats, ni même des partis dominants qui ont pourtant tout fait pour que cette crise de leur système soit surmontée sur le dos des travailleurs. Comment peut-on

d'ailleurs imaginer que les classes dominantes laisseraient se décomposer les Etats, instruments décisifs dans les situations où leur pouvoir est mis en cause à une échelle de masse ? Plus que jamais, on ne saurait compter sur une « évaporation du pouvoir » qui nous exonèrerait d'un combat politique pour faire une autre société. Autant dire que l'analyse des situations révolutionnaires et du pouvoir n'est qu'ébauchée par les auteurs. C'est notamment qu'ils tendent à réduire la révolution comme processus, dont on sait combien il s'avère chaotique², passant par des phases d'euphorie (illusions lyriques des débuts), des coups d'arrêt puis de brusques remontées, à la révolution comme moment, c'est-à-dire comme insurrection. L'insurrection elle-même, pourtant invoquée sans cesse par les auteurs, n'est jamais pensée en tant que telle, c'est-à-dire comme assaut armé du pouvoir d'Etat, avec les problèmes d'ordre quasi militaire que poserait une telle prise d'initiative ; si bien que la référence à l'insurrection fait davantage figure d'évocation littéraire que de perspective stratégique.

« SUPPRIMER » LA TRANSITION ?

Les auteurs insistent ainsi sur la nécessité de se défaire de l'idée d'une « période de transition [...] entre l'ancien régime et l'émancipation en actes » (p. 35). Comme si cela dépendait de la seule volonté des révolutionnaires, et non des rapports de forces, parfois défavorables, qui s'imposent à eux en divers moments du processus révolutionnaire ! Nulle raison de penser une situation potentielle de transition, voire même de double pouvoir (où coexistent et s'affrontent pouvoir populaire et pouvoir d'Etat), dès lors qu'on postule une « évaporation » du pouvoir des classes dominantes. De même, ni la menace d'une contre-révolution ni celle d'une dégénérescence bureaucratique de la révolution ne sont évoquées (et encore moins analysées). Toute l'histoire des révolutions passées démontre pourtant, et de manière dramatique, ce qu'il en coûte de succomber à l'illusion d'une résolution automatique, au lendemain de l'insurrection, de ces deux problèmes

fondamentaux. Si l'on ne saurait se prémunir, préventivement et une fois pour toutes, des dérives bureaucratiques comme des périls contre-révolutionnaires, s'y préparer collectivement est la moindre des précautions que peuvent prendre, dès maintenant, ceux et celles qui aspirent à transformer radicalement la société. Si les auteurs peuvent s'épargner le problème de la transition, c'est qu'ils se sont débarrassés par avance de la question du pouvoir, en postulant l'« évanouissement » spontané des structures de pouvoir propres à la société capitaliste. Mais c'est aussi qu'ils s'en tiennent à des réponses beaucoup trop vagues quant aux formes d'organisation et aux modes de décision qui pourraient émerger d'un processus révolutionnaire. Invoquant des « groupes de travail » formés sur la base du volontariat, qui auraient notamment pour tâche la résolution des problèmes hérités de la société passée (le démantèlement des centrales nucléaires par exemple), ils n'envisagent à aucun moment que ces groupes puissent être investis, et détournés de leur vocation première, par des adversaires de la révolution.

Plus généralement, les auteurs ne pensent à aucun moment la manière dont les organes démocratiques de lutte que se donnent les classes dominées au cours même du processus révolutionnaire pourraient constituer l'embryon d'un nouveau pouvoir public, capable à la fois de briser les tentatives de contre-révolution et de jeter les bases d'une société nouvelle. Enfin, pour quiconque s'interroge sur ce qu'il importe de faire dans l'immédiat, la réponse proposée par Hazan et Kamo – « faire évoluer ces groupes [en révolte] en constellations subversives par le jeu des amitiés, des espoirs partagés, des luttes menées en commun, de proche en proche » – ne pourra paraître qu'insatisfaisante. □

¹ A noter que ce pseudo est emprunté à un militant proche dans sa jeunesse de Staline et responsable de braquages visant à renflouer les caisses du parti bolchevique.
² Voir : G. Achcar, *Le peuple veut*, Paris, Actes sud, 2013.

Eric Hazan
& Kamo

Premières mesures

révolutionnaires

La fabrique
éditions

Enseignants, syndicats et appareil d'Etat: conquérir l'autonomie

PAR ANTOINE LARRACHE



La mobilisation contre la réforme des rythmes scolaires est une illustration des relations complexes que les enseignants entretiennent à l'appareil d'Etat. La grève du 14 novembre a montré l'ampleur du rejet de la réforme: plus d'un enseignant sur deux était en grève alors que les deux syndicats majoritaires (SNUipp-FSU et SE-Unsa) n'avaient pas appelé à la grève sur le plan national, certaines villes rassemblaient jusqu'à 92 % de grévistes... Mais, quelques jours plus tard, leurs organisations syndicales sont sagement allées négocier avec le ministère des modifications sur le statut des personnels...

Cela pose de façon assez crue la question de qui contrôle qui. Les organisations syndicales sont supposées tirer leur légitimité des personnels alors qu'en réalité, et en particulier lorsque la gauche est au gouvernement, elles semblent pour la plupart d'entre elles recevoir directement leurs ordres du Parti socialiste.

Dans le SNUipp-FSU, près de la moitié des sections départementales ont appelé à la grève contre l'avis de la direction nationale, la tendance d'opposition de gauche a recueilli au congrès son meilleur score depuis la création du syndicat, mais la direction tient, refusant même de se rendre aux intersyndicales proposées par SUD et FO. Bien sûr, elle n'a pas la bêtise d'aller aussi loin que la direction de la FCPE, qui défend la réforme par n'importe quel moyen. Mais elle joue indéniablement un rôle de frein d'une rare ampleur.

Les mobilisations actuelles des enseignants, avec leurs grèves départementales, leurs tentatives de reconduction de la grève, un certain réinvestissement dans les assemblées générales, les débuts de prise de contact avec les personnels des mairies, témoignent de la nécessaire autonomisation des personnels de leurs directions. Un syndicaliste, s'opposant dans une réunion à «la grève reconductible comme fin en soi», oubliait un peu vite l'aspect décisif de la grève dans la construction de la conscience de classe: comment décider de ce que l'on veut, comment agir en subissant l'aliénation que constitue le travail? Il ne s'agit pas

de désertier les syndicats, mais de considérer qu'en temps de mobilisations, ils sont un outil d'action beaucoup plus restreint que l'auto-organisation.

La relation de dépendance des personnels vis-à-vis de leurs syndicats est à la hauteur de la pression exercée par le cadre bourgeois de l'école: il aura fallu plusieurs mois pour que nous soyons capables de considérer que nous pouvons nous battre avec les personnels des mairies contre la réforme du gouvernement et les municipalités qui l'appliquent.

Car l'école que nous voulons est à l'opposé de celle des réformes Darcos et des rythmes scolaires, qui organisent les discriminations et le décrochage des classes populaires. Notre école ne distinguerait et hiérarchiserait pas ce que les pédagogues libéraux appellent le «socle commun de connaissances» (la grammaire, les techniques opératoires, la connaissance des dates historiques) par rapport au jeu, à la culture, à la production libre dans tous les domaines.

Avec sa contre-réforme, le gouvernement aggrave les inégalités, avance dans la casse du cadre national de l'éducation et la mise en concurrence des différents personnels (enseignants, animateurs et spécialistes de certains domaines culturels). Pour nous, tous ces personnels devraient collaborer, avec des statuts d'enseignants, pour construire des apprentissages appuyés sur la réalité et la culture populaire. □

